

10-1964

Le Boréal Express, v.3 n.1, (September 1964)

Franco-American Collection

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.usm.maine.edu/fac-boreal-express>

This Book is brought to you for free and open access by the Publications at USM Digital Commons. It has been accepted for inclusion in Le Boréal Express by an authorized administrator of USM Digital Commons. For more information, please contact jessica.c.hovey@maine.edu.

MURRAY VA S'EXPLIQUER

Au revoir, James Murray

NDLR — A l'occasion du départ du gouverneur Murray, les principaux corps publics de cette province ont tenu à lui présenter des adresses. Pour le bénéfice des lecteurs du Boreál, nous reproduisons des extraits de ces textes ainsi que ceux des réponses de Son Excellence.

Québec — M. le vicar général Perreault, dans une adresse en date du 18 juin, déclarait : "Le Clergé et le Peuple de ce Diocèse confié à mes soins, apprenant que sa Majesté vous demande à sa Cour, et extrêmement affligés de votre départ, me chargent de vous présenter cette adresse, pour souhaiter de leur part une heureuse traversée et pour renouveler les sentiments sincères de leur vive reconnaissance pour la protection qu'il vous a plu leur accorder dans l'exercice de leur religion".

Dans sa réponse, Murray déclarait : "Je quitte un pays et un peuple que j'aime sincèrement".

Les anciens sujets de Québec, eux aussi, se montrent peints de ce départ. "Votre désir ardent d'encourager l'industrie, votre promptitude à expédier les affaires du commerce quand l'occasion se présentait, votre parfaite connaissance des intérêts de cette province, enfin votre attachement à toutes ces circonstances, nous fait ardemment souhaiter votre retour". Le gouverneur, dans sa réponse, montre qu'il n'a pas oublié l'attitude des anciens sujets à son égard. "Avec un vrai plaisir, leur a-t-il répondu, j'embrasserai toutes les occasions de réfuter les faux rapports, de poursuivre le vrai intérêt de cette colonie, et de témoigner mes égards pour ceux des anciens sujets de sa Majesté qui ont mérité l'estime de leur concitoyens". Cette réponse n'a pas eu l'heur de plaire à plusieurs.

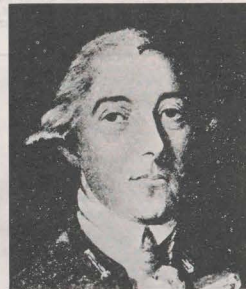
Quant aux sujets canadiens de la ville de Québec, leur adresse témoignait de leur fidélité à l'Angleterre. "Nous sommes dans la ferme confiance, qu'ayant été le témoin de notre soumission à l'autorité, en toutes occasions, vous voudrez bien en rendre un juste témoignage à notre gracieux souverain et lui donner les plus fortes assurances de notre parfait amour".

Les membres du Conseil de Québec félicitent son Excellence pour l'occasion qui lui est donné "de rendre compte de votre administration et de faire connaître la véritable situation de cette colonie, ce qui ne peut pas manquer d'effacer les idées que bien de faux rapports auront pu faire naître".

LE PROBLEME MURRAY — Voir nos pages 8 et 9.

Bienvenue, Guy Carleton

Québec — Mardi, le 23 septembre dernier, vers midi, arriva dans notre ville l'honorable Guy Carleton, écuyer, lieutenant-gouverneur et commandant en chef de cette province et brigadier-général des Armées du Roi. Il a été rencontré au Cap-Rouge par le Conseil de sa Majesté, les officiers des régiments en garnison ici, les officiers civils de ce gouvernement et par nombre de citoyens, qui l'ont escorté jusque en ville. En arrivant en dedans des portes, il a été salué par le canon de la garnison.



(L.O.A.)

LE LT-GOUV. GUY CARLETON

Le Conseil de sa Majesté pour la province de Québec fut le premier à présenter ses hommages au nouveau lieutenant-gouverneur. Il a offert sa collaboration à l'arrivant. "Nous espérons que le commandement militaire, uni au civil, en votre personne, les règlements établis depuis peu touchant les corps de jurés, seront des sources qui produiront les conséquences les plus heureuses, tant pour le service de sa Majesté que pour ses sujets dans cette partie du monde". A ce souhait des conseillers, M. Carleton a répondu par le souhait suivant :

"Ce que je demande à présent est que tous s'unissent pour conserver une bonne disposition d'esprit et une harmonie parfaite; premièrement, parmi les sujets naturels nés sous l'obéissance de sa Majesté, aussi bien qu'entre ses sujets par naissance et ses sujets par acquisition, de façon qu'il ne paraisse aucune distinction, excepté la grande différence qui doit se faire entre les bons et les mauvais".

Vendredi, le 26, les négociants et habitants de la ville et du district de Québec, suivant l'exemple des conseillers, vinrent présenter une adresse à Carleton. Ils terminaient leur texte, en disant : "Parmi les précieux avantages que nous espérons recueillir de l'administration de votre grandeur, nous nous promettons celui de voir éteintes les malheureuses divisions qui s'étaient élevées au milieu de nous, et renaitre à l'ombre de votre autorité la concorde que nous désirons si vivement...".

PLEINS FEUX SUR LA CRISE JUDICIAIRE

en page 5

Chaleureux accueil à Mgr Briand

Québec — (G. de Q.) — Samedi, le 28 juin dernier, arriva de Londres dans cette ville, sur le COMMERCE, commandé par le capitaine Johnstone, M. Briand, évêque de Québec pour les catholiques romains. Le lendemain, à cinq heures du matin, les cloches de toutes les églises annonçaient son arrivée, ce qui a causé une si grande satisfaction à tous les Canadiens, qu'on en vit plusieurs pleurer de joie. C'était quelque chose de touchant de les voir se féliciter les uns les autres partout où ils se rencontraient, et se dire sans cesse : "C'est donc vrai, nous avons donc un évêque. Dieu a eu pitié de nous". Et de les

voir courir en foule à l'église de la paroisse, pour avoir la consolation de voir cet évêque, qu'ils regardent comme le soutien de leur religion et comme un gage de la bonté paternelle du roi pour eux.

En même temps qu'ils bénissaient publiquement le Seigneur de leur avoir donné un évêque, ils marquaient hautement leur reconnaissance envers le Roi, de ce qu'il avait eu égard à leurs requêtes. Et il y a apparence que ce bienfait du roi attachera de plus en plus les Canadiens au gouvernement britannique.

LES CANADIENS ET LA QUESTION ÉCONOMIQUE

Québec — D'une façon générale, la situation commerciale des marchands canadiens est assez mauvaise. Dans un mémoire daté de mai 1765, une quarantaine d'entre eux tentent de faire certaines mises au point. Ils alléguent en particulier que l'avancement et le progrès réalisés par les treize colonies tenaient à leur commerce facile avec les Antilles. Ils affirmaient que les possibilités commerciales de la région montréalaise dépassaient largement celles de Québec. Dans cet ordre d'idées, ils croyaient bon d'engager

plus d'Anglais à s'installer à Montréal de façon à y favoriser le développement de commerce. Il leur suffit pour l'instant de se souvenir en majorité...

Leur position s'est cependant grandement détériorée avec les piétinements que la France a proposés dans la question du papier-monnaie. Elle ne rembourse, affirme les gens bien renseignés, que la moitié des traites et le quart des ordonnances. Ainsi elle ne paierait que 2 millions des 7 millions dus aux Canadiens.

GENS DU QUÉBEC

LE LABRADOR ne vous appartient pas

St-Jean (DNC) — Son Excellence Hugues Palliser, gouverneur de l'île de Terre-Neuve et de la côte du Labrador, vient de défendre rigoureusement "à toutes personnes de Québec ou des autres colonies, d'hiverner à la côte de Labrador", dans son gouvernement.

S'il y a déjà quelques Québécois qui voulaient y passer l'hiver, ils devront quitter incessamment la côte. Advenant leur refus, les dites personnes seront arrêtées et traduites devant le gouverneur pour être punies en conséquence.

ON RAPPELLE L'ACTE DU TIMBRE
vives réactions dans la Métropole et aux colonies — voir pp. 3 - 7 - 13

Nos Anniversaires

Il y a dix ans (1756)

La France et l'Angleterre entreprennent une guerre qui durera sept ans et qui se terminera par la cession du Canada.

Il y a vingt ans (1746)

L'armée française tente sans succès de reprendre Louisbourg; elle est dirigée par Jonquière qui a succédé à Beauharnois.

Il y a trente ans (1736)

Le fils aîné de La Vérendrye est tué par les Sioux pendant l'expédition qui permet à son père de découvrir les montagnes Rocheuses.

Il y a quarante ans (1726)

Jonathan Swift publie son récit allégorique des voyages de Gulliver. En France, pour célébrer le centenaire de naissance de Mme de Sévigné, on publie un volume de ses lettres.

Il y a cinquante ans (1716)

Fénelon réussit à réconcilier Mme Dacier et La Motte et met ainsi fin à la querelle des Anciens et des Modernes.

Il y a cent ans (1666)

Courcelles utilise le régiment de Carignan récemment arrivé pour porter la guerre chez les Iroquois et les contraindre à une paix temporaire qu'ils acceptent un an plus tard. Talon fait effectuer un premier recensement de la population vivant dans la colonie. Total: 3,215 habitants.

LES MONARCHIES EN DEUIL

PARIS —

La mort, en février dernier, de l'ex-roi de Pologne, Stanislas Leszcynski, beau-père du roi de France, porta à trois les deuils qui ont frappé Sa Majesté, en moins de deux ans.



STANISLAS LESZCYNKI

En avril 1764, c'est la marquise de Pompadour qui mourut après avoir été pendant près de vingt ans la plus grande confidente du roi.

Ce deuil fut suivi par un autre dont les conséquences pourraient être graves pour la France. Le Dauphin, fils aîné du roi, mourut après une longue maladie, laissant comme successeur un enfant de onze ans, lui-même malade et faible. Pour Louis XV ce deuil pose un sérieux problème de succession, car s'il devait arriver que le jeune Dauphin monte trop tôt sur le trône, la France passerait entièrement entre les mains d'un conseil de régence.

LA MONNAIE DE CARTE VALAIT ENCORE QUELQUE CHOSE MAIS ON L'APPREND TROP TARD

Québec — Nos ancienne et nouvelle Mères-Patries viennent enfin de se mettre d'accord sur le remboursement du papier-monnaie, lettres de change et monnaie de carte émis par la France, avant la cession du pays. L'attitude du nouveau gouverneur fut de prouver aux Canadiens que le papier-monnaie et surtout la monnaie de carte n'avaient plus aucune valeur. Après la signature du traité de Paris, des marchands anglais commencèrent à accepter pour une valeur infime les lettres de change, de sorte qu'une bonne partie de ce papier passa en Angleterre.

La puissance des marchands anglais s'est manifestée par les pressions qu'ils ont exercées sur le gouvernement. Les négociations entre les deux pays se sont terminées, le 29 mars dernier, par la signature d'une convention. Le général Conway, au nom des propriétaires et porteurs britanniques, a accepté une réduction de 50% pour les lettres de change et pour les certificats qui y sont assimilés; une réduction de 75% pour les ordonnances, cartes et autres certificats. Les propriétaires et porteurs recevront pour les réductions imposées des reconnaissances ou contrats de rente portant intérêt au taux de 4½% par an, à compter du 1er janvier 1765, à la condition que chaque reconnaissance ne dépasse pas mille livres. Quant au remboursement des reconnaissances, on suivra le même processus que pour les autres dettes de l'État.

Les propriétaires et porteurs ont eu jusqu'au 1er octobre dernier pour déclarer sous serment leur titre de propriété. Trois jours après la prestation du serment, on a délivré à chaque propriétaire un certificat de propriété britannique par le magistrat qui avait reçu le serment.

Le montant de la dette du Canada s'élevait à 83 millions, si l'on ne tient pas compte des créances du sieur Cadet pour une somme d'environ 7 millions. Le montant se répartissait comme suit: 49 millions en lettres de change, 25 en billets de monnaie et 9 en titres de créance "pour fourniture et autres dépenses non acquittées dans la colonie".

Le 1er mai, à Paris, les lettres de change du Canada se négociaient à 32 pour cent.



Joseph Vernet (Louvre)

NOUVELLE TECHNIQUE RÉVOLUTIONNAIRE DE CONSTRUCTION DES ROUTES. Le technicien Pierre Trésaguet vient de mettre au point une nouvelle méthode de construire les routes. Ce procédé consiste "à donner, à la route, des fondations bombées parallèlement à la surface et très solides, au moyen d'une assise de moellons posés de champ et enfoncés à la masse; puis à poser là-dessus une couche épaisse de pierreaille". Il va sans dire que le drainage d'une telle route ne présente plus de problème. Le roi de France, Louis XV, serait intéressé à ce genre de construction de routes.

Les anciens sujets s'intéressent à nos terres

Québec — Des transactions financières assez importantes ont fait passer entre les mains de sujets anglais plusieurs de nos seigneuries.

Le gouverneur James Murray était devenu, le 6 juillet 1764, propriétaire de la moitié de l'île d'Orléans, c'est-à-dire des paroisses de Sainte-Famille et de Saint-Jean. L'année suivante, il acquiert la seigneurie de Larzac. Ces deux seigneuries, situées dans la région de Québec, comptent parmi les plus belles du district.

Une simple énumération des seigneuries ou fiefs devenus propriétés anglaises nous montre l'ampleur de la situation. En 1764, Thomas Dunn acquiert la seigneurie des Milles-Vaches; Gabriel Christie, celle de l'Islet-du-Portage; John Bondfield, celle de Sorel et de Ramaze; Conrad Gully, la moitié de la seigneurie de Grosbois; Daniel Marston, le fief de Lespinay; William Grant, l'arrière-fief de la Mistonguie; Gabriel Christie et Moses Hazen, les seigneuries de Bleury et de Sobrevail; Gabriel Christie et John Campbell, la seigneurie de l'Île-aux-Neiges.

L'année dernière, les ventes furent moins nombreuses, mais l'importance des transactions est aussi grande. John Bondfield a vendu à John Bestwick la seigneurie de Sorel.

James Cuthbert est devenu propriétaire de celle de Berthier; Frédéric Haldimand, de celle de Pabos; Gabriel Christie, de celle de Lacolle. La seigneurie de Ramaze a fait l'objet d'un litige mettant aux prises Bondfield et James Strachan. Ce dernier, par suite d'une décision de la Cour du Banc du Roi, est devenu propriétaire de la seigneurie, le 10 août; sept jours plus tard, il a vendu la dite seigneurie de Ramaze à Joseph Howard.

Pour l'année qui se termine, on remarque quatre transactions de ce genre. La seigneurie de la rivière au Saumon a été cédée au lieutenant-colonel Paulus Aemilius Irving; celle de Villary est devenue la propriété des sieurs Thomas Aylwin, George Gregory, Henry Mounier et George Allsopp. Quant à William McKenzie, Benjamin Price, James Moore et George Fulton, ils ont acquis la seigneurie de St-Armand. George Christie, qui est en passe de devenir un des nos grands propriétaires fonciers, a fait l'acquisition de la seigneurie de Léry.

Jusqu'où nous conduira cette saignée?

NE PEUT QUITTER LA PROVINCE QUI VEUT

Québec — Pour faire taire certaines plaintes de marchands soumis à des pertes d'argent par le départ de personnes qui quittaient brusquement la province, le gouvernement exige, depuis deux ans, la possession d'un passeport.

Il est interdit au maître de navire ou de vaisseau de laisser monter à bord de son embarcation quiconque ne sera pas muni d'un passeport. Celui qui veut se procurer un laissez-passer doit en faire la demande au moins un mois avant son départ. Pendant au moins trente jours, le nom du voyageur doit être affiché en un endroit public. Le créancier peut alors s'opposer au départ de son débiteur en produisant au secrétariat une attestation sous serment par devant un des Juges de paix de Sa Majesté, stipulant les sommes réclamées.

Cette mesure touche aussi les soldats et les marins en mal de fougue. Elle permet aussi un meilleur contrôle des allées et venues des anciens et nouveaux sujets.

Changement dans le tracé de la route Québec-Montréal RÉORGANISATION DE LA VOIRIE PROVINCIALE

Québec (DNC) — Avant son retour à Londres, James Murray, dans une ordonnance en date du 27 mars dernier, réorganisant complètement le système de la voirie provinciale. Nos chemins du roi ont longtemps laissé à désirer. Les projets d'amélioration pourtant ne manquaient pas. Au cours de l'année dernière, il fut décidé de tracer un chemin qui reliait la Baie Saint-Paul à Saint-Joachim, en passant derrière les Caps.

En septembre, le grand-voyer du district de Montréal, René-Ovide Hertel de Rouville, s'est vu refuser la permission de placer le chemin de Trois-Rivières à la Pointe-du-Lac un peu plus au nord, afin d'éviter les inondations printanières. Par contre, les Juges de paix Conrad Gully et Lewis Metral ont accepté de changer le site du chemin du roi entre les Trois-Rivières et Yamachiche.

Dans le préambule de son ordonnance, Murray déclarait: "Vu qu'une communication libre et facile, et les moyens de transporter et de charrier les denrées et marchandises d'une ville ou paroisse à une autre, contribuent fort à l'avancement du commerce et à hausser la valeur des terres, aussi bien qu'à l'aisance et à la commodité des habitants de cette province; et comme les grands chemins et les ponts de cette province sont devenus presque impraticables et dangereux pour les passagers et voitures, faute d'avoir été raisonnablement et convenablement réparés et raccommodés..." Ces phrases du gouverneur peignent bien la situation de notre système routier.

Afin d'améliorer la situation, un voyer ou ordonnanceur des ouvrages a été nommé dans les districts de Québec et de Montréal, qui de six mois en six mois, devra faire un examen complet des chemins, routes, ponts, cours d'eau de son district. Lorsqu'il y aura des travaux à effectuer, il les fera sanctionner par les Juges de paix. Ce sera alors le bailli ou le sous-bailli de l'endroit où on doit effectuer des travaux qui sommeront les habitants de travailler aux réparations. Tous ceux de la paroisse qui possèdent des charrettes ou des voitures devront se rendre au temps fixé à l'endroit où les réparations ont été ordonnées. Le tout sous peine d'amende.

Cette législation a déjà commencé à donner de bons résultats.

"BORÉAL EXPRESS"

C. P. 545 Trois-Rivières, P. Q.

en album

LE RÉGIME FRANÇAIS
1524 — 1760

LE CADEAU IDÉAL POUR NOËL

FAITES CONNAÎTRE ET AIMER
L'HISTOIRE DE VOTRE PAYS

Envoyez albums (s) du Boreál-Express à \$7.50 \$

à _____	à _____
à _____	à _____
à _____	à _____
à _____	à _____
à _____	à _____

★ L'achat de 5 albums donne droit à un album gratuit à la personne de votre choix (offre valable jusqu'au 1er janvier 1965).

Envoyez abonnements (s) au journal "Le Boreál Express" de
septembre 1964 à juin 1965 à \$3.00 \$

à _____	à _____
à _____	à _____

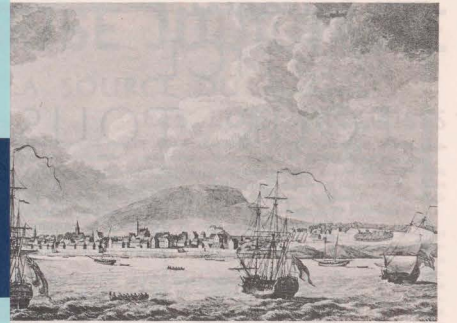
★ Pour 5 abonnements — un abonnement gratuit à la personne de votre choix (offre valable jusqu'au 1er janvier 1965).

☐ Veuillez m'envoyer la facture☐ J'inclus mon chèque ou mandat,

\$

Nom _____

Signature _____ le _____ 196_____



grav. d'après Th. Patten (A.P.C.)

PARTIE EST DE MONTREAL — L'artiste Thomas Patten a vu son dessin reproduit par Thomas Jeffreys, à Londres, en novembre 1762. De gauche à droite: l'Hôpital-Général, l'église des Récollets et celle des Sulpiciens. De la gravure, on trouve l'église des Jésuites et, un peu plus à droite, le fort.

art de la ville de Montréal ravagé par les flammes

Le quartier des affaires de Montréal a été ravagé par le feu le 18 mai de l'année 1762. Le feu a détruit 182 bâtiments. Le feu a déclaré dans la maison de la rue St-Paul. Comme il y avait dans cette maison, il y en avait de deux heures, était générale. La partie fut rasée. C'était le quartier où les marchands anglais. C'est où ont perdu leur résidence.

Le feu a ravagé le quartier des affaires de Montréal. Le feu a détruit 182 bâtiments. Le feu a déclaré dans la maison de la rue St-Paul. Comme il y avait dans cette maison, il y en avait de deux heures, était générale. La partie fut rasée. C'était le quartier où les marchands anglais. C'est où ont perdu leur résidence.

Mère d'Youville a affirmé qu'elle n'avait pas cru bon de faire évacuer l'hôpital, car elle était convaincue que le feu ne l'atteindrait pas. "J'avais peine à me persuader que Dieu ne conservât pas cette maison qui était, comme vous le savez, l'asile des misérables dans cette idée, je ne me pressais pas de sauver et même j'avais envoyé en ville tous ceux et celles en état d'aider..."

L'incendie prit une telle ampleur que l'on a craint que toute la ville ne fût réduite en cendres. On a eu à déplorer plusieurs morts. Le marguillier Lamondier a été tué, alors qu'il traversait une ruelle, par l'explosion d'un baril de poudre qui était dans la maison de M. Dufresne. On a estimé qu'au moins 20 barils de poudre ont sauté au cours de l'incendie. D'après certaines évaluations, le montant des dommages s'élèverait à 200,000 livres.

L'OMBRE DES ÉCHOS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DE LONDRES

"L'embarquer pour l'Amérique. Quand deux pays sont liés, comme l'Angleterre et ses colonies, sans être incorporés ensemble, il faut qu'il y en ait un. Le plus grand gouverneur le moindre, mais de façon à ne point les principes fondamentaux qui sont communs à tous deux. Si l'orateur prend pas la différence entre les taxes intérieures et extérieures, je n'y e fais; il est trop évident qu'il y a une distinction entre des droits pour réguler le commerce, dans l'intérêt commun, et des impôts mis sur un revenu.

On nous demande quand les colonies ont été émancipées. Je désire quand elles ont été asservies. On a parlé beaucoup, au dehors, de la force et de la puissance de ce. C'est un sujet délicat. Dans une bonne cause, sur un bon terrain, de l'Angleterre peut écraser l'Amérique. Je connais la valeur de vos l'habileté de vos officiers. Il n'y a pas une compagnie d'infanterie, erui en Amérique, où vous ne puissiez trouver un homme d'assez de et d'expérience pour en faire un gouverneur de colonie.

Mais sur le terrain où nous sommes, quand il s'agit d'une grande injustice, succès serait hasardeux. Si l'Amérique tombait, elle tomberait comme elle embrasserait les piliers de notre Etat, et en tombant, écraserait titution avec elle. Est-ce là cette paix dont vous êtes si fiers? L'avez-vous pas pour remettre l'épée au fourreau, mais pour la plonger dans les de vos concitoyens? Allez-vous vous quereller ensemble, quand maison de Bourbon est unie contre vous? Les Américains n'ont pas toujours agi avec prudence et modération. Mais on les a insultés. On les a rendus fous à force d'injustice. Les puses de la folie que vous leur avez causée? Laissez la prudence et la lion venir d'abord de votre côté, je me porte fort que l'Amérique suivra exemple. Comme dit une ballade de Prior:

Fermez un peu les yeux sur leurs fautes,
Soyez justes pour leurs vertus.

En résumé, mon opinion est qu'il faut rappeler l'Acte du Timbre, absolument, immédiatement. La raison, c'est qu'il est fondé sur un erroné. En même temps, proclamez la suprématie de ce pays sur les colonies. Lez-la dans les termes les plus forts et les plus absolus. Oui, nous pour leur commerce, limiter leur industrie, et exercer tous les pouvoirs, un seul: nous ne pouvons pas prendre leur argent dans leur poche à revendre."

Nos anniversaires

Il y a dix ans (1756)

La France et l'Angleterre entreprennent une guerre qui durera sept ans et qui se terminera par la cession du Canada.

Il y a vingt ans (1746)

L'armée française tente sans succès de reprendre Louisbourg; elle est dirigée par Jonquière qui a succédé à Beauharnois.

Il y a trente ans (1736)

Le fils aîné de La Vérandrye est tué par les Sioux pendant l'expédition qui permettra à son père de découvrir les montagnes Rocheuses.

Il y a quarante ans (1726)

Jonathan Swift publie son récit allégorique *Les voyages de Gulliver*. En France, pour célébrer le centenaire de naissance de Mme de Sévigné, on publie un volume de ses lettres.

Il y a cinquante ans (1716)

Fénelon réussit à réconcilier Mme Dacier et La Motte et met ainsi fin à la querelle des Anciens et des Modernes.

Il y a cent ans (1666)

Courcelles utilise le régiment de Carignan récemment arrivé pour porter la guerre chez les Iroquois et les contraindre à une paix temporaire qu'ils accepteront un an plus tard. Talon fait effectuer un premier recensement de la population vivant dans la colonie. Total: 3,215 habitants.

LES MONARCHIES EN DEUIL

PARIS — La mort, en février dernier, de l'ex-roi de Pologne, Stanislas Leczinski, beau-père du roi de France, porte à trois les deuils qui ont frappé Sa Majesté, en moins de deux ans.



STANISLAS LE CZINSKI

NOUVELLE TECHNIQUE — Le technicien Pierre Trésaguet triture les routes. Ce procédé parallèlement à la surface en champ et enfoncé à la main. Il va sans dire que le drainage, France, Louis XV, serait intéressant.

Les anciens

Québec — Des t... passer entre les mains d...

Le gouverneur James Murray le 6 juillet 1764, propriétaire de l'île d'Orléans, c'est-à-dire de Sainte-Famille et de Saint-Jean. Il acquiert le seigneurie des deux seigneuries, sises au Québec, comptant parmi les districts.

Une simple énumération des fiefs devenus propriété anglaise l'ampleur de la situation. En 1764, Dunn acquiert la seigneurie de; Gabriel Christie, celle de; John Bondfield, celle de; meyor; Conrad Gugu, la moitié de Grosbois; Daniel Morri; Lespinois; William Grant, l'île Mistanguenne; Gabriel Christie, les seigneuries de Bleury et Gabriel Christie et John Ca; gnurie de l'île-aux-Neiges. L'année dernière, la vente nombreuses, mais l'importance est aussi grande. John B du à John Bestweck le seign

LA MON VALAIT EN MAIS ON L

Québec — Nos anciens mettre d'accord sur le monnaie de carte émis par le nouveau gouverneur fut surtout la monnaie de ca du traité de Paris, des m valeur infime les lettres c passa en Angleterre.

La puissance des march s'est manifestée par le qu'ils ont exercées sur l ment. Les négociations en pays se sont terminées, dernier, par la signature vention. Le général Conw des propriétaires et portie ques, a accepté une réduc pour les lettres de change certificats qui y sont ass réduction de 75% pour le ces, cartes et autres co propriétaires et porteur pour les réductions impo connaissances ou contral portant intérêt au taux d an, à compter du 1er janv condition que chaque rec ne dépasse pas mille livre remboursement des reco on suivra le même proces les autres dettes de l'Éta



LE BORÉAL EXPRESS

À PARIS

La guerre éclate entre le ROI et le PARLEMENT

Paris — (De notre correspondant parlementaire) La petite guerre que se livrent, depuis plusieurs années, le Roi de France et le Parlement de Paris vient d'entrer dans une nouvelle phase qui montre bien que la réconciliation n'est pas pour demain. On a vu, lors de la querelle au sujet des Jésuites, que les divers Parlements provinciaux savaient faire bloc avec celui de Paris pour s'opposer au roi. Cette fois, c'est le Parlement de Paris et les autres de province qui s'unissent pour appuyer celui de Bretagne où la crise actuelle a éclaté.

Des projets de réforme fiscale avaient déjà provoqué des protestations de certains magistrats, ce qui n'avait pas empêché leur promulgation. Le Parlement de Rennes s'empresse alors d'interdire, sur tout le territoire breton, la perception de cet impôt, décrié sans l'accord des parlements provinciaux. Devant cet acte d'hostilité et à la suggestion du duc d'Aiguillon, commandant militaire de la Bretagne, le roi a fait arrêter le procureur général du parlement de Rennes, La Chatois, considéré comme l'âme de la rébellion.

Devant cette atteinte à leurs prérogatives parlementaires, tous les membres de Rennes ont démissionné en bloc et les autres Parlements se sont solidarisés avec lui. La révolte se généralisant, le roi a décidé de faire preuve de fermeté et, le 3 mars de cette année, il a tenu à aviser le parlement de Paris que :

"Ce qui s'est passé dans mon Parlement de Rennes ne regarde pas mes autres Parlements... C'est en ma personne seule que réside la puissance souveraine et à moi seul qu'appartient le pouvoir législatif sans dépendance et sans partage... L'ordre tout entier émane de moi et les intérêts de la nation ne reposent qu'en mes mains."

DERNIÈRE HEURE :

On apprend que, contrairement à ce que le roi avait laissé entendre récemment, il a décidé de plier devant le Parlement et de rappeler à Paris le duc d'Aiguillon. Un porte-parole du Parlement de Rennes a déclaré que les choses n'en resteraient pas là et qu'une fois réformé le Parlement pourrait inculper d'Aiguillon pour abus de pouvoir et conspiration contre la vie de La Chatois. Si une telle décision était prise, la cause s'instruirait devant le Parlement de Paris, puisque l'ancien commandant militaire est duc et pair du royaume.

On peut se demander comment les parlementaires vont digérer cette réaffirmation de l'absolutisme royal, au moment où ils découvrent que les principes du despotisme sont attaqués dans plusieurs autres pays et surtout en Angleterre, où le Parlement britannique livre, lui aussi, une importante bataille contre le roi. Quoiqu'il en soit, les choses s'enveniment rapidement et il n'en peut rien sortir de bon pour le royaume.

Opinion

SUR L'ACTE DU TIMBRE

GRENVILLE :

"L'esprit séditionnaire des colonies doit sa naissance aux factions de cette Chambre. On ne réfléchit pas aux conséquences de ce qu'on dit, pourvu que cela serve à l'opposition. On nous a annoncé que nous marchions sur un terrain dangereux; on nous a prédit la désobéissance. Qu'était cela, sinon dire aux Américains de résister aux lois et encourager leur obstination, en leur promettant un soutien ici ? Peuple ingrat d'Amérique !... Quand j'avais l'honneur de servir la couronne, nous, chargés d'une énorme dette, nous leur avons donné des primes sur leurs bois, leur fer, leur chanvre et le reste. Nous avons abandonné en leur faveur l'acte de navigation, ce palladium du commerce britannique, et cependant je suis injuste dans tous les journaux comme un ennemi du commerce américain."

PITT :

"On m'accuse d'avoir donné naissance à la sédition en Amérique. Les colons ont librement exprimé leur opinion sur un Acte malheureux; cette liberté est devenue leur crime. Je suis fâché d'entendre dénoncer comme un crime la liberté de parole dans cette Chambre. Mais cette imputation ne me décourage pas. C'est une liberté que j'entends exercer. Personne ne doit s'effrayer de l'exercer. C'est une liberté dont aurait pu profiter celui qui la calomnie. Il aurait dû en profiter. Il aurait dû abandonner son projet."

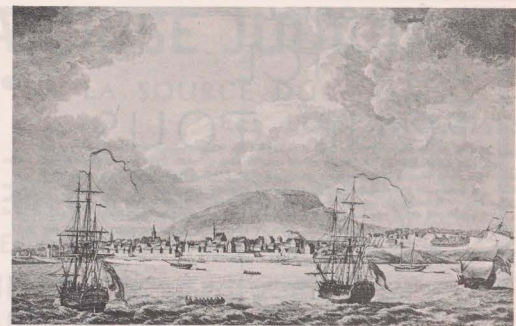
"On nous dit que l'Amérique est en état de rébellion ouverte. Je me réjouis que l'Amérique résiste. Trois millions d'hommes, si bien morts à tout sentiment de liberté qu'ils se résignent à devenir esclaves, seraient des instruments faits pour asservir tout le reste."

"Pour défendre la liberté, je ne viens point ici armé de toutes pièces, avec des précédents et des actes du Parlement, avec le livre des Statuts relié en parchemin... Il me serait trop aisé de montrer que, même sous des rois arbitraires, le Parlement a rougi de tuer le peuple sans son consentement, et lui a accordé des représentants... Le pays de Galles n'a jamais été taxé par le Parlement jusqu'à ce qu'il ait été incorporé."

"Mais je ne veux pas discuter un point de droit particulier avec l'orateur; je connais son talent; j'ai été éclairé par ses recherches."

"Mais pour la défense de la liberté en vertu d'un principe général, d'un principe constitutionnel, c'est là un terrain où je me sens assuré, où je ne crains personne."

"Notre pouvoir législatif sur les colonies est un pouvoir suprême. Quand il cessera d'être suprême, je conseillerai à chacun de nous de vendre ses terres



VUE DE LA PARTIE EST DE MONTREAL — L'artiste Thomas Patten a vu son dessin de Montréal reproduit par Thomas Jeffreys, à Londres, en novembre 1762. De gauche à droite, nous remarquons l'Hôpital-Général, l'église des Récollets et celle des Sulpiciens. Vers le centre de la gravure, on trouve l'église des Jésuites et, un peu plus à droite, le fort.

Le quart de la ville de Montréal ravagé par les flammes

Montréal — Le quartier des affaires de Montréal se relève tranquillement de ses cendres. L'incendie désastreux du 18 mai de l'année dernière a détruit 182 bâtisses. Le feu s'est d'abord déclaré dans la maison de Livingstone, sur la rue St-Paul. Comme il soufflait un vent, en moins de deux heures, la conflagration était générale. La partie ouest de la ville fut rasée. C'était le quartier où habitaient surtout les marchands anglais. Plusieurs de ceux-ci ont perdu leur résidence et leur magasin.

L'élément destructeur, après avoir brûlé 3 ou 4 portes et les corps de gardes qui se trouvaient dessus, a passé par-dessus les murailles de la ville et s'est communiqué à un bateau et à une quarantaine de canots d'écorce chargés de marchandises. L'hôpital des Soeurs Grises a été rasé au sol. Tout a brûlé.

Mère d'Yoville a affirmé qu'elle n'avait pas cru bon de faire évacuer l'hôpital, car elle était convaincue que le feu ne l'atteindrait pas. "J'avais peine à me persuader que Dieu ne conservât pas cette maison qui était, comme vous le savez, l'asile des misérables; dans cette idée, je ne me pressais pas de sauver et même j'avais envoyé en ville tous ceux et celles en état d'aider..."

L'incendie prit une telle ampleur que l'on a craint que toute la ville ne fût réduite en cendres. On a eu à déplorer plusieurs morts. Le marguillier Lamoignon a été tué, alors qu'il traversait une rue, par l'explosion d'un baril de poudre qui était dans la maison de M. Dufère. On a estimé qu'au moins 20 barils de poudre ont sauté au cours de l'incendie. D'après certaines évaluations, le montant des dommages s'élèverait à 200,000 livres.

ÉCHOS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES DE LONDRES

et de s'embarquer pour l'Amérique. Quand deux pays sont liés, comme l'Angleterre et ses colonies, sans être incorporés ensemble, il faut qu'il y en ait un qui gouverne. Le plus grand gouverne le moindre, mais de façon à ne point ruiner les principes fondamentaux qui sont communs à tous deux. Si l'orateur ne comprend pas la différence entre les taxes intérieures et extérieures, je n'y puis que faire; il est trop évident qu'il y a une distinction entre des droits imposés pour régler le commerce, dans l'intérêt commun, et des impôts mis pour lever un revenu.

"On nous demande quand les colonies ont été émancipées, je désire savoir quand elles ont été asservies."

"On a parlé beaucoup, au dehors, de la force et de la puissance de l'Amérique. C'est un sujet délicat. Dans une bonne cause, sur un bon terrain, la force de l'Angleterre peut écraser l'Amérique. Je connais la valeur de vos troupes, l'habileté de vos officiers. Il n'y a pas une compagnie d'infanterie, avant d'arriver en Amérique, où vous ne puissiez trouver un homme d'assez de science et d'expérience pour en faire un gouverneur de colonie."

"Mais sur le terrain où nous sommes, quand il s'agit d'une grande injustice, votre succès serait hasardeux. Si l'Amérique tombait, elle tomberait comme Samson. Elle embrasserait les piliers de notre État, et en tombant écraserait la Constitution avec elle. Est-ce là cette paix dont vous êtes si fiers ? L'avez-vous faite, non pas pour remettre l'épée au fourreau, mais pour la plonger dans les entrailles de vos concitoyens ? Allez-vous vous quereller ensemble, quand toute la maison de Bourbon est unie contre vous ?..."

"Les Américains n'ont pas toujours agi avec prudence et modération. Soit; mais on les a insultés. On les a rendus fous à force d'injustice. Les punissez-vous de la folie que vous leur avez causée ? Laissez la prudence et la modération venir d'abord de votre côté, je me porte fort que l'Amérique suivra votre exemple. Comme dit une ballade de Prior :

Fermez un peu les yeux sur leurs fautes, Soyez justes pour leurs vertus.

"En résumé, mon opinion est qu'il faut rappeler l'Acte du Timbre, absolument, totalement, immédiatement. La raison, c'est qu'il est fondé sur un principe erroné."

"En même temps, proclamez la suprématie de ce pays sur les colonies. Proclamez-la dans les termes les plus forts et les plus absolus. Oui, nous pouvons lier leur commerce, limiter leur industrie, et exercer tous les pouvoirs, hormis un seul : nous ne pouvons pas prendre leur argent dans leur poche sans leur aveu."

ÉDITORIAL JUSTICE POUR TOUS

La crise judiciaire dans laquelle nous nous trouvons est le signe indiscutable d'une civilisation en déclin. L'histoire nous donne de multiples exemples de peuples conquis par des nations plus fortes et mieux outillées militairement. Mais chaque fois que la conquête s'est accompagnée du mépris de la justice à laquelle ont droit les peuples soumis, le jugement de l'histoire a toujours été d'une extrême sévérité.

Les heures que nous vivons actuellement constituent un exemple dramatique du déni de justice le plus détestable auquel on peut arriver avec une nation conquise. Et ce, malgré les intentions évidentes de bonne volonté dont le Gouverneur de la colonie a fait preuve.

Le vice fondamental du système judiciaire qu'on nous propose se trouve dans la détermination de nous imposer les lois anglaises. Le Gouverneur a dû se plier à ces exigences tout en essayant de ménager les droits des Canadiens. Partout où c'était possible, il a toléré le maintien des lois françaises.

C'est ainsi qu'on en est arrivé à un système inapplicable où les différentes juridictions jugent selon des jurisprudences et des systèmes légaux entièrement différents; ce qui cause au peuple des injustices flagrantes. Plus rien n'est assuré. Les droits de propriété, les droits de successions, les contrats, les jugements de cour, tout peut être remis en cause. Et la bande d'aventuriers qui nous servent d'avocats et de juges dans la plupart des tribunaux devant lesquels ne valent que les lois anglaises ne font qu'augmenter la confusion.

Nous sommes en pleine pagaille judiciaire. Ceci crée un climat d'incertitude outré et d'injustice révoltante. Les Canadiens ont perdu une guerre, ils n'ont pas perdu les droits fondamentaux que la nature reconnaît à tous. Ces droits, ils les réclament avec raison. Ils ont le droit de crier: "Justice pour tous."



TAHITI —

On attend ici avec beaucoup d'impatience l'arrivée de l'explorateur français Bougainville qui a quitté Paris récemment pour effectuer un voyage d'exploration scientifique dont Tahiti doit être la première escale. Après avoir combattu au Canada, sous les ordres de Montcalm, le militaire français a décidé d'effectuer des recherches à partir de notre île récemment découverte par l'anglais Wallis. Bougainville a tenu à emmener avec lui un naturaliste et un astronome qui pourraient assurer la vérification et l'évaluation rigoureuse scientifique des découvertes éventuelles de l'explorateur.

PÉKIN —

On parle beaucoup ici de la subite décision de l'impératrice de se faire nonne. La deuxième femme de l'empereur K'ien-long a en effet annoncé,

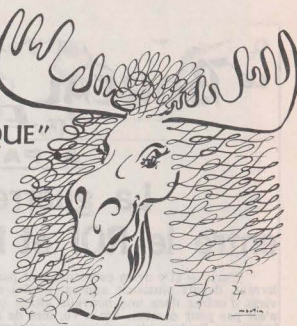
au cours d'un voyage dans le Chantong, qu'elle est résolue à renoncer au trône. On se demande ce qui a pu pousser l'impératrice à prendre une telle décision et chacun se perd en conjectures sur les conséquences d'un tel geste pour le prestige et l'autorité de l'empereur. Pendant ce temps, celui-ci voit avec satisfaction progresser l'aménagement de ce qu'on appelle déjà son "petit Versailles". Le vieux Palais d'été subit actuellement des transformations importantes selon les indications d'une équipe de Jésuites qui se sont montrés excellents architectes. Ces préoccupations esthétiques de K'ien-long révèlent un autre aspect du caractère du monarque chinois. En plus d'être un roi guerrier, un chef politique ambitieux et fier, K'ien-long se pique d'être aussi considéré comme le protecteur des arts et des lettres. Amateur de théâtre et de musique, il écrit lui-même, en vers et en prose, et ses collections de bijoux, de porcelaines et de peintures comptent parmi les plus prestigieuses du monde. Pour un européen, c'est en quelque sorte une synthèse de François I^{er} et de Louis XIV.

L'équipe des rédacteurs est composée de Mgr Albert Tessier, M. l'abbé Gilles Boulet, M. Pierre Gravel, Jacques Lacourrière, Denis Vaugois, M. l'abbé Jean Panneton. La mise en page est due à M. l'abbé Lévis-Martin.

On peut en tout temps se procurer les numéros déjà parus.

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'impressionnement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

SOUS
CETTE
"TÊTE À PERRUQUE"
N'Y A-T-IL
QUE
PRÉ-JUGÉS ?



VOIR L'ÉDITORIAL



N.D.L.R. — Nous publions sous cette rubrique les lettres que nos lecteurs veulent bien nous adresser. Il va sans dire que les opinions émises par nos lecteurs ne sont pas nécessairement celles du journal.

Toutes nos richesses
appartiennent à l'Angleterre !

Monsieur,

Il s'agit depuis quelque temps ici d'une question, sur laquelle chacun décide à sa fantaisie, au moyen de quoi l'on n'est point d'accord. Voici ce que c'est: l'on demande qui, de la mère ou des enfants, doit payer les dépenses intérieures de la Colonie? Les uns veulent que ce soit la mère, d'autres les enfants; ceux-ci, sans connaître les facultés de la Province, disent qu'il est naturel que la Colonie supporte ses dépenses. Il y en a qui sentent une douleur et ne peuvent définir où elle est fixée; d'autres, enfin, faute de pouvoir faire mieux, voudraient partager le différent par la moitié. Pour moi, il me semble que celui des deux qui a tous les profits doit supporter les frais.

La question se réduit donc à savoir qui des deux, de la mère ou des enfants, a les profits. Vous le dirai-je, Monsieur? Oui, sans doute; puisque je ne vous écris que pour dire la vérité. C'est la Mère-patrie, Suivez-moi si vous plaît: l'argent que les armées anglaises et françaises ont semé ici, n'a-t-il pas passé à Londres en majeure partie? Les meubles et bijoux d'or et d'argent dont les nouveaux sujets ont été obligés de se défaire pour subsister, n'y ont-ils pas été envoyés? Les fonds que ces nouveaux sujets avaient en caisse en France, ne sont-ils pas rendus dans le royaume? La Mère-patrie ne possède-t-elle pas aujourd'hui pour plusieurs millions; c'est-à-dire tous les papiers du Canada qu'elle a obtenus à vil prix? Et ne jouirait-elle pas elle seule du dédommagement que la France a accordé sur ces papiers? Tout cela n'est que trop vrai, et personne ne sent mieux que nous la perte de toutes ces richesses dont la privation a entièrement détruit toute espèce de circulation dans cette Colonie.

Ce n'est pas tout, Monsieur. La plus grande partie des productions de la Colonie sont continuellement pour la Mère-patrie des objets d'exportation, avec lesquels elle fait contribuer ses voisins en Europe, de sorte que les pelletteries, qui sont ce que notre Colonie produit de mieux, sont achetées à Londres par des étrangers au lieu d'être consommées. Il paraît, d'ailleurs, que la Mère-patrie veut nous priver de la ressource de la pêche au Labrador, qui, quoique jointe aux autres, ne saurait nous dispenser de devenir annuellement ses débiteurs. En vérité, Monsieur, je ne sais qu'en penser. Nous n'avons que des ressources déjà trop faibles, et l'on veut nous en priver; l'on nous ôte même jusqu'aux moyens de pouvoir tirer quelque partie de nos productions; mais je n'ai pas le temps de m'étendre sur cette matière dans cette lettre.

Il ne me reste qu'à vous faire quelques réflexions sur ce que je viens de vous dire. Que nous revient-il de toutes ces pertes pour nous, qui sont tout profit pour elle? Des marchandises qu'elle fait manifester, qui se consomment dans notre Province, et que nous ne saurions réexporter. Il est vrai que nous recevons chaque année plus de marchandises que nous ne pouvons payer, mais nous les devons, et c'est ce qui fait notre malheur. Nous sommes des pauvres débiteurs qui sommes liés à notre créancière, de façon que nous ne sommes, pour ainsi dire, que les fermiers de nos biens, dont la valeur ne peut suffire à notre nécessaire.

Jugez, Monsieur, à présent s'il est possible que la Colonie puisse supporter des droits et impôts pour suffire à ses dépenses intérieures. Nos capitaux ne sauraient payer nos dettes; ils ne nous appartiennent donc pas; nous n'en sommes donc que les administrateurs. Je ne sais pas si je me trompe, mais il me semble qu'il est naturel de commencer par payer ses dettes avant de constituer en dépenses un capital qui ne nous appartient pas. A qui appartient-il donc, me demanderez-vous peut-être? A notre Bonne-mère. Mais la mère a donc tout, capitaux et profits. Vous l'avez deviné, Monsieur, et les enfants n'ont rien. Croyez-vous qu'on puisse leur faire donner ce qu'ils n'ont pas? Je suis avec une sincère estime,

Monsieur,

Votre véritable Ami

(copié à la Gazette de Québec)

Prix de l'abonnement, \$3.00 par année (10 numéros).
Pour douze (12) abonnements, ou plus à la MÈRE ADRESSE, \$2.00 chacun.
Abonnement de soutien, \$5.00.
Pour abonnement et toute correspondance, on écrit à:

LE BOREAL EXPRESS,
Centre des Etudes Universitaires,
C.P. 545, Trois-Rivières, Tél. 378-5112

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous les pays.
Imprimé à Trois-Rivières sur les presses de l'imprimerie des Boreals Ltée. Avec permission de l'Ordinaire.

PLEINS FEUX SUR LA CRISE JUDICIAIRE

• La démission de Murray
due à la crise judiciaire

Quand ils apprirent le départ de James Murray, tous les Canadiens se sont demandé quels étaient les véritables motifs du voyage-expéditions de leur gouverneur. Le Boreal Express est aujourd'hui en mesure d'affirmer en premier que le départ de Murray est étroitement relié à la crise judiciaire que nous traversons. Quelques uns en avaient douté, mais il n'est plus permis de le faire.

L'attitude du Gouverneur dans la querelle qui divise les milieux anglais de la colonie au sujet des situations faites aux Canadiens français en face de l'appareil judiciaire anglais mis en place ici, a fortement déplu aux Anglais installés dans le pays depuis le traité de Paris. Les plaintes et les pressions qu'ils ont faites à Londres ont forcé James Murray à se rendre à la Cour pour se justifier.

Les rapports qui nous sont parvenus de Londres indiquent que Murray ne s'est pas démenti en face du roi et qu'il a présenté à celui-ci un éloquent plaidoyer en faveur des Canadiens français. L'esprit de justice que les Canadiens ont toujours admiré en Murray s'est encore manifesté. Mais malgré les explications et les preuves qu'il a fournies à l'appui de sa thèse, Murray, s'il a été officiellement exonoré de tout blâme, ne semble pas avoir pu obtenir de réintégrer son gouvernement.

LA COLÈRE DES ANGLAIS

Depuis l'Ordonnance de 1764, la colère des Anglais de la colonie n'a pas dérogé. Peu nombreux — ils sont à peine six cents — les quelques anglo-saxons qui se sont installés au Canada depuis la conquête estiment que les autorités coloniales laissent outrageusement leurs droits de conquérants au profit des Canadiens de vieille souche.

Ils ne pardonnent pas en particulier au gouverneur Murray d'avoir permis à des catholiques de servir comme jurés et de plaider comme avocats devant la cour des plaids communs. C'est d'entre eux qui font partie du jury d'accusation ont d'ailleurs, dès le 16 octobre 1764, fait à Londres des représentations extrêmement violentes à ce propos. Ils y ont attaché à fond de train la politique judiciaire de Murray, la permission accordée aux catholiques d'occuper des fonctions officielles, la largeur d'esprit dont il a fait preuve envers les Canadiens, etc.

Ils ont même été jusqu'à utiliser, vis-à-vis de leurs confrères canadiens du jury d'accusation de Québec, de procédés inqualifiables, allant jusqu'à leur cacher le sens précis des articles exclusivement anglais de leurs "répresentations", afin d'empêcher ceux-ci de les signer. Les jurés français, apprenant ensuite la portée des textes qu'ils avaient acceptés sans les comprendre ont immédiatement rédigé une contre-réclamation dans laquelle ils réprochent les représentations de leurs confrères de langue anglaise.

La colère des néo-canadiens de langue anglaise n'a pas été calmée par l'attitude de Murray dans son plaidoyer de défense à Londres. Celui-ci ne s'est pas gagné, en effet, pour démontrer que les mécontents ne constituaient qu'une petite minorité d'aventuriers sans scrupule venus s'établir au Canada avec l'espoir de s'y enrichir rapidement.

Cette colère des "conquérants" est pour beaucoup dans les malaises actuels de l'organisation judiciaire.

• À LA SOURCE DU MALAISE:
LES LOIS ANGLAISES

Interrogez n'importe quel habitant du Canada, il vous dira immédiatement que la source de tout le malaise qui sévit dans l'administration de la justice est la législation anglaise.

Depuis la capitulation de Montréal et le Traité de Paris, depuis surtout la Proclamation royale d'octobre 1763, les Canadiens savaient que cette menace pesait sur eux. Tous les textes officiels portaient en effet des lois anglaises comme étant celles qui devaient finalement régir le pays. On ne croyait pas vraiment pourtant qu'on viendrait si vite à les appliquer.

On a tenté de le faire et c'est là que tout s'est gâté. Il y a toute la différence du monde entre les lois françaises et celles qu'on veut actuellement imposer aux Canadiens. Changer les lois, c'est changer toute la vie sociale et économique, c'est toucher à la propriété, aux successions, aux contrats, aux mariages, c'est tout bouleverser. Et les Canadiens résistent à ces bouleversements.

D'autant plus qu'ils ne comprennent ni le sens de ces lois, ni leur portée, ni la langue dans laquelle elles sont rédigées, ni les coutumes judiciaires ou les modes d'application qui les accompagnent. Accepter les lois anglaises, pour les Canadiens, c'est se jeter dans un monde obscur dont ils ne connaissent ni le sol, ni le plan, ni la structure. C'est accepter qu'on défosse entièrement l'édifice social dans lequel ils vivent pour en construire un autre qui ne leur garantira rien puisqu'ils n'en connaissent rien.

C'est là qu'est le vrai problème. Dans ces conditions, comment se surprendre que la révolte grandisse!

LES INJUSTICES D'UNE ARMÉE DE PROFITEURS

Les Canadiens seraient peut-être plus enclins à considérer la valeur objective des lois anglaises si leur application ne les jetait sans rémission dans la gueule d'une bande de loups. Ne connaissant rien aux lois anglaises, les Canadiens craignent pour leurs droits les mieux acquis, pour leurs propriétés et ils sentent qu'ils ne peuvent se fier ni aux avocats, ni aux jurés, ni aux juges qui sont chargés de les appliquer.

Avocats et procureurs, juges et jurés ignorent souvent la langue du pays et la loi anglaise elle-même, aventuriers avides du gain rapide, ils ne reculent devant aucun moyen pour s'enrichir. Jouant avec l'ignorance des Canadiens, ces assaillants d'argent multiplient les procès inutiles, amènent tout le monde à plaider, chargent des honoraires exorbitants, font sauter les biens de leurs clients dès que leurs émoluments souffrent quelque retard, entraînent les mécontents en prison et font régner sur la colonie un véritable régime de terreur.

C'est l'ensemble de ces abus que Murray a fustigé et c'est cette atmosphère de persécution systématique qui a fait monter la fièvre au pays.

CAMPBELL ordonne une enquête

• WILLIAM CAMPBELL, nouveau gouverneur de la Nouvelle-Écosse, vient d'ordonner enquête sur les activités du lieutenant-gouverneur Franklin. On accuse ce dernier d'être trop engagé dans le commerce. Il y aurait là incompatibilité entre les fonctions exercées par Franklin.



(A.P.C.)

AU COEUR DE LA CRISE

L'ORDONNANCE DE SEPTEMBRE 1764

Ce qui a déclenché la crise dans laquelle se débat notre système judiciaire, c'est l'ordonnance de septembre 1764. Murray, forcé par les instructions qu'il avait reçues et lié par les textes des capitulations et des traités, décida d'imposer les lois anglaises: "Le juge en chef de Sa Majesté présidera cette cour avec pouvoir et autorité d'entendre et de juger toutes les causes civiles et criminelles suivant les lois d'Angleterre..."

Le gouverneur, connaissant cependant la situation des Canadiens et sachant les difficultés qu'il y avait à appliquer sans restriction les lois anglaises, mit plusieurs sourdines à son "Ordonnance". Il permit aux Canadiens français catholiques de faire partie du jury de la cour du Banc du Roi, du jury de la cour des plaids communs et aux avocats et procureurs canadiens "d'exercer leurs charges dans cette cour".

Murray alla même plus loin quant à l'application des lois anglaises: "Au niveau des cours de plaids communs: 'Les juges de cette cour devront décider, suivant l'équité en tenant compte cependant des lois d'Angleterre en autant que les circonstances et l'état actuel des choses le permettront.'"

Il ajoute même: "Les lois et les coutumes françaises seront autorisées et admises dans toutes les causes soumises à cette cour, entre les natifs de cette province, si la cause de l'action a été mue avant le premier jour d'octobre mil sept cent soixante-quatre."

On reconnaît bien, dans ces dispositions, le souci d'honnêteté et de justice qui a toujours animé le gouverneur Murray. Mais ce sont ces mêmes dispositions qui ont causé toutes les difficultés actuelles. La minorité anglo-protestante, se sentant lésée par elles, a violemment protesté auprès de Londres contre l'Ordonnance de Murray. Les Canadiens français en sentirent la faveur, mais ils se virent rapidement pris au centre d'un engrenage qui ne tournait pas rond: les lois françaises jouant très fréquemment au niveau des cours inférieures, il faut cependant s'en tenir aux lois anglaises quand on va en appel devant la cour du banc du roi. Ce passage est tout simplement impossible et les imbroglios qui s'ensuivent sont inimaginables et causent de profonds préjudices. Ainsi, une ordonnance qui, dans l'esprit de son auteur, devait faire la part des choses et respecter à la fois les exigences du conquérant et les droits des conquis aboutit à mécontenter à peu près tout le monde.

COMME JUGE EN CHEF

William Hey remplace Gregory

William Hey vient d'être nommé, par une commission datée du 21 septembre, en chef de la province de Québec. Il remplace ainsi le juge Gregory qui était relevé de ses fonctions le 5 février dernier.

Premier juge en chef de la province de Québec, William Gregory avait été nommé à ce poste le 14 août 1764. Homme honnête, bon avocat, Gregory devait mettre sur pied l'organisation judiciaire proclamée par Murray en septembre 64. Pauvre, ignorant tout des lois et des coutumes françaises, Gregory déplut rapidement au gouverneur Murray. Celui-ci aurait demandé à Londres qu'on relève le juge en chef de son poste et qu'on lui nomme un successeur.

On dit, d'autre part, que le juge Gregory se sentait mal adapté à la situation et qu'il demanda lui-même son rappel. De toute manière, il prit en février, par un avis officiel du Secrétaire d'État, qu'il était démis de ses fonctions "en considération de sa conduite" et que William Hey était désigné pour lui succéder.

Jeune avocat - il n'a que 33 ans - William Hey nous arrive sans que sa carrière, trop brève, puisse nous permettre de nous former une opinion sur lui. Dans les milieux bien infor-

més, on dit qu'il est d'une intelligence et d'un savoir qui dépassent de beaucoup la moyenne.

ENCORE PONTIAC !

La présence des Canadiens a découragé Pontiac

Plusieurs militaires qui reviennent de l'Ouest ont déclaré que la présence de miliciens canadiens dans l'armée de Bradstreet, en 1764, a complètement découragé Pontiac. Celui-ci, on le sait, gardait un souvenir et une amitié extrêmement fidèles à la présence française dans l'Ouest.

C'est autant, semble-t-il, pour défendre cette fidélité que pour protester contre le fait que de certains marchands de fourrures anglais que Pontiac s'est révolté en 1763. Quand il constata la présence de 300 Canadiens dans les troupes dirigées contre lui par Bradstreet, Pontiac fut profondément ébranlé.

Cure les 300 Canadiens, colonne commandée par Bradstreet comprenait 500 miliciens du New-Jersey, 500 du New-York et du Connecticut, 2 régiments réguliers anglais et une cinquantaine d'hommes du régiment Royal Artillery avec dix pièces de campagne.

L'expédition dura plusieurs mois mais se termina, pour les miliciens, à une marche très pénible et très longue jusqu'à Détroit. Après la reddition de plusieurs tribus, des l'arrivée de Bradstreet, les miliciens furent licenciés et purent regagner leur domicile.

Les miliciens canadiens, tous des volontaires, formaient trois compagnies. L'une recrutée à Montréal, l'autre à Québec, la troisième à Trois-Rivières. Nos miliciens, commandés par Jean-Baptiste Des Barres, sieur de Rigouville, ancien officier de l'infanterie de marine, reçurent un traitement pécuniaire auquel ils n'étaient guère habitués. En plus d'une prime d'engagement de 12 piastres, leur solde était de 0,10 dollar par jour. Ils reçurent enfin un monture militaire, une paire de souliers de boeuf et une paire de mitaines.

La majeure partie des miliciens canadiens

PONTIAC SE SOUMET

Des courriers qui nous parviennent de l'Ouest indiquent que la révolte des Indiens contre le chef Pontiac, la soumission du chef Pontiac.

C'est à Détroit que se déroula la cérémonie. G. Grogham, sous-intendant des Indiens, y avait convoqué les principaux chefs et en particulier Pontiac. Celui-ci, découragé, brisé et visiblement humilié, fit sa soumission entre les mains de Sir William Johnson, dans les termes suivants: "Je donne mon calumet à William Johnson en réconciliation, ayant pris le roi d'Angleterre pour mon père en présence des tribus réunies."

Nouvel épisode de la lutte soldats - marchands

A-t-on arrêté les vrais coupables ?

Montréal — L'agitation est grande dans les deux principales villes de la province. Six Montréalais attendent derrière les barreaux leur condamnation devant un juge de Québec.

Les militaires n'ont pas manqué de manifester leur indignation sur la façon dont quel-ques uns des leurs se sont retrouvés en prison. Un des accusés, le capitaine Fraser, est jugé à la cour des Plaidoyers Communs. Deux autres, John Campbell et Daniel Disney, sont capitaines de régiments de Sa Majesté. Le chevalier Louis de Chap de La Corne, sieur de Saint-Luc, ancien capitaine des troupes de la marine, le lieutenant Simon Evans et Joseph Howard, marchand de cette ville, complètent la liste des accusés.

Ces arrestations sont la suite des révélations faites sous serment par un ancien soldat du 28^e régiment, George McGovack. D'après lui, les personnes ci-haut mentionnées seraient responsables de l'assaut criminel commis sur la personne de Thomas Walker, le 6 décembre 1764.

Ce meurtre intervient de deux ans en ce des d'illuminer les conversations. La victime multiple les interventions. On affirme même, en certains endroits, que le retour du gouverneur Murray à Londres ne serait pas étranger à l'offense.

Walker, qui était juge de paix au moment du crime, était connu pour sa vive opposition aux troupes de Sa Majesté. Les officiers des régiments cantonnés à Montréal connaissaient sa prise de position sur le logement des troupes. Au mois d'octobre 1764, le capitaine Payne se présenta chez un ami du juge avec un billet de logement. Le marchand, qui lui avait été juge de paix, refusa d'héberger le soldat, prétextant que le logement était déjà loué. Le militaire passa outre et s'installa quand même. C'est alors que Walker intervint et, avec trois autres juges de paix, fit jeter l'officier en prison, sans plus de formalités. Les incidents au sujet du logement des troupes se multiplièrent. Et presque à chaque fois, on retrouvait l'influence du juge de

La tentative de Walker dans cette affaire est réellement surprenante. Il n'a pas craint de se plaindre à Londres de la conduite de Murray, l'accusant de partialité et affirmant que le gouverneur cachait les coupables, par- ticularité, c'étaient des militaires. Il y a certainement de l'exagération dans ces affirmations, mais le mépris de Murray pour les troupes anglaises est connu dans la province.

AU CENTRE DE L'AFFAIRE PONTIAC

Une figure légendaire: JOHNSON

C'est entre les mains de Sir William Johnson que Pontiac exigeait, il y a quelques mois, de remettre sa soumission. Johnson, un des Anglais les plus hauts en couleur de la Nouvelle-Angleterre, est aussi, aux yeux des Indiens, un chef connu pour sa valeur, son habileté, sa grandeur d'âme.

Baronnet, colonel de l'armée, commandant en chef des armées indiennes, surintendant de toutes les tribus de l'Amérique du Nord, Johnson, toujours accompagné de ses deux inséparables assistants, les frères Butler, dirigeait contre Pontiac une armée de deux mille Indiens. Simple cultivateur, Johnson s'adonna à la traite des fourrures avec les Iroquois. Dès 1745, il était nommé commissaire des six Nations iroquoises et conseiller provincial de New-York.

Grâce à son habileté, à ses présents, à sa franchise, il acquit auprès des Iroquois un renom incroyable. Ceux-ci l'adoptèrent comme un des leurs et l'admettaient au Conseil des Cinq Nations. A la tête de nombreux contingents indiens, Johnson joua un rôle prépondérant dans la guerre de la conquête. C'est lui qui, en septembre 1755, infligea la défaite au Baron Dieskau, en 1759, il dirigea le siège de Niagara et s'empara de la place.

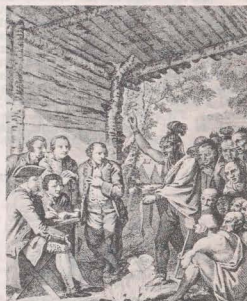
Pontiac a voulu remettre sa soumission entre ses mains, c'est qu'il le considérait comme un des siens, comme un Indien plutôt que comme un ennemi.

Ce geste mettait un point définitif au soulèvement des Indiens de l'Ouest. Depuis 1764, les hostilités allaient d'ailleurs au ralenti. Dès cette année, le colonel Bradstreet, commandant de l'armée envoyée pour mater le soulèvement, avait amené huit tribus à signer des traités de paix séparés et avait réussi à dégager Détroit d'un siège de plusieurs mois.

L'armée de Bradstreet, composée de réguliers anglais, de miliciens du New Jersey, du New York, du Connecticut et du Canada comprenait encore environ 2000 Indiens sous la direction de Sir William Johnson. Après la signature des traités de paix, Bradstreet libéra ses miliciens et ne conserva sur les lieux que les réguliers et les indigènes.

Il était évident que Pontiac, après avoir levé le siège de Détroit, ne serait plus en mesure de reprendre la vigoureuse campagne qu'il avait menée l'année précédente.

Les traces laissées par la guerre de Pontiac sont profondes: massacre de quelque deux cents marchands de fourrures, perte de 7 à 800 soldats réguliers, destruction de nombreux forts et postes de traite. Il faut y ajouter que la région s'est complètement vidée de ses colons anglais et que, par suite, la colonisation des territoires du sud-ouest et de l'ouest des Grands-Lacs est considérablement retardée.



A.P.C.

Le colonel Henry Bouquet, Suisse de naissance et ami du nouveau commandant militaire de la Floride, Haldimand, est mort au cours du mois de septembre de l'année dernière. Son attitude lors de la répression du soulèvement de Pontiac lui a mérité certains reproches. Nous le voyons ci-haut écoutant les palabres des chefs indiens de l'Ohio, lors de son expédition dans cette région, il y a deux ans.

La CORRIVEAU a disparu

Lévis — Les gens de la Pointe-Lévis n'ont pas, la nuit, les grincements des chaînes de la Corriveau. Son corps noir et ainsi que la cage qui l'emprisonnait sont mystérieusement disparus au cours d'une nuit, il y a plusieurs mois. On ignore où l'on peut l'ignorer où est rendu le tout.

Les enfants et les passants navigants n'auraient pas crainte maintenant d'avoir le haut-le-cœur ou la frousse à la vision de la pendue qui a bien payé pour son crime. Tous les paroissiens de Saint-Vallier de Québec se

rapellent les coups de théâtre de ce fameux procès de 1763. Marie-Joséphine Corriveau venait d'être accusée du meurtre de son mari. Son père, Joseph, fut d'abord accusé d'avoir assassiné Louis Didier, son gendre, à coups de broc et de l'avoir traîné à l'écurie pour faire croire à une mort due à la ruade.

Le 10 avril 1763, la Cour Martiale condamna Joseph Corriveau à être pendu, sa fille, à recevoir "60 coups de fouet à 9 branches sur le dos nu, à trois différents endroits, savoir: sous la poitrine, sur la place du marché de Québec et dans la paroisse de Saint-Vallier, vingt coups à chaque endroit, et à être marquée d'un fer rouge à la main gauche avec la lettre "M". Isabelle Sylvain, concubine de perjure, était condamnée à subir le même sort que la Corriveau, sauf que la lettre était le "P" pour perjure.

Quelques jours après le prononcé de la sentence, le père Corriveau se ravisa et déclara tout à la justice. Il n'avait pas trempé dans le meurtre et sa fille était seule coupable. Thomas Mills, le major de la ville, prononça la sentence suivante: "Marie-Joséphine Corriveau sera mise à mort pour ce crime et son corps sera suspendu dans les chaînes à l'endroit que le gouverneur croira devoir désigner."

La Corriveau, après sa pendaison, fut exposée aux carrefours des chemins, à la Pointe-Lévis, à un arpent du chemin. Une cage de fer, suspendue à un poteau, contenait le cadavre.

La rumeur publique affirme que la Corriveau aurait assassiné son premier mari, en lui versant "du plomb fondu dans l'oreille."

LES AMÉRIQUES



U.S.I.S.

On brûle le PAPIER TIMBRÉ sur la place publique

Les réjouissances qui ont suivi le rappel de l'Acte du Timbre n'ont pas réussi à faire oublier complètement l'alignement de son adoption. Les colons anglais ont même brûlé le papier timbré, en signe de protestation. La scène que représente notre gravure s'est déroulée à New-York.

LE JURISCONSULTE PRATT PREND PARTI POUR L'AMÉRIQUE

"Taxation et représentation sont jointes de façon inséparable."

Londres — Le bill de rappel de l'Acte du Timbre fut voté aux Communes le 5 mars dernier après les violents débats qui opposèrent principalement Grenville et Pitt. A la Chambre des Lords, l'opposition fut aussi très forte; mais le droit fut défendu par l'habile jurisconsulte Pratt. Celui-ci refusa au Parlement le droit de taxer l'Amérique, parce que l'Amérique n'était pas représentée.

"Taxation et représentation, déclara-t-il, sont jointes de façon inséparable. C'est Dieu qui les a unis; il n'y a pas de Parlement anglais qui puisse les séparer. Essayer de le faire, c'est nous frapper au cœur". Son point de vue l'emporta finalement et la loi fut votée et sanctionnée le 18 mars suivant.

Ainsi était rappelée cette loi qui avait été votée le 25 février 1765, malgré l'opposition de Barré, du Général Conway et de l'elder-man Beckford. Tandis que les Communes l'avaient approuvée par une majorité de quatre cinquièmes, la Chambre des Lords l'acceptait sans amendement et sans opposition, le 8 mars suivant.

Personne en Angleterre ne se doutait alors que la loi pût rencontrer la moindre résistance en Amérique. Du reste les agents des colonies eux-mêmes étaient convaincus qu'il fallait se soumettre, Franklin tout le premier. Dans ses rêves les plus hardis, il ne prévoyait la résistance des colonies que dans un lointain fort reculé.

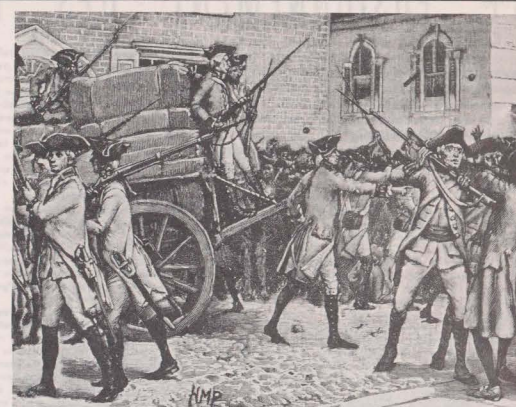
POURANT L'AMÉRIQUE A SEMBLÉ UN INSTANT SE SOUMETTRE

La loi du timbre, promulguée le 22 mai 1765, fut aussitôt envoyée aux colonies; l'exécution n'en devait commencer que le 1er novembre de la même année. Sûr de l'exécution d'une loi à laquelle nul ne pouvait se soustraire sans rendre sa propriété et ses droits incertains, le ministre avait voulu laisser aux planteurs le temps de s'habituer à une autre loi dont le juste lui paraissait évidente. En même temps, il avait décidé qu'on choisirait les officiers du timbre parmi les Américains eux-mêmes; c'était un moyen de rendre la perception de l'impôt plus facile, et de se faire des créatures dans les colonies.

"Résolu que le peuple ligue de Sa Majesté, le peuple de cette très-ancienne colonie, a joué sans interruption du droit d'être gouverné par sa propre assemblée en tout ce qui touche ses impôts et sa police intérieure; que jamais ce droit n'a été forcé, ni abandonné; qu'il a été constamment reconnu par le roi et le peuple de la Grande-Bretagne."

"Résolu donc que l'assemblée générale de la colonie a seule le droit et le pouvoir d'imposer des taxes sur les habitants; et que tout essai afin d'investir de ce pouvoir une personne ou quelques personnes que ce soit en dehors de cette assemblée a une tendance manifeste à détruire la liberté anglaise non moins que la liberté américaine."

L'enlever, profitant de l'absence d'Henry pour le faire. Le mouvement se trouvait cependant lancé et on peut se demander où il s'arrêtera.



(A.P.C.)

VIOLENTE MANIFESTATIONS DANS LES RUES

L'armée a dû repousser à coup de crosse des manifestants qui s'agitoyaient, à New-York, lors de l'arrivée du papier timbré. Les réactions de la population new-yorkaise furent aussi bruyantes que celles de Boston ou Philadelphie.

FRANKLIN devant les Lords :

"Les Américains ne paieront pas !"

Londres — "Les Américains ne paieront pas, à moins d'y être contraints par la force". Telle est la réponse que fit Benjamin Franklin à celui qui lui avait demandé si les Américains accepteraient de payer un droit réduit.

On sait que Franklin, résident en Angleterre en tant qu'agent de diverses colonies, a été interrogé devant le Parlement en même temps que certaines autres personnes. Voici quelques-unes des plus importantes questions posées, et les réponses qu'il fit :

— Ne pensez-vous pas, fit l'un des adversaires du rappel de l'acte, que les colonies sont en état de payer le droit de timbre ?

— Selon moi, répondit Franklin, il n'y a pas assez d'or ni d'argent dans les colonies pour payer une année de droit.

— Ne savez-vous pas, reprit le membre du Parlement, que le revenu du timbre sera dépensé en Amérique ?

— Je le sais, dit Franklin, mais c'est dans les colonies conquises, c'est au Canada qu'on dépensera ce revenu, et non pas dans les colonies qui le paieront.

— On pourrait amender l'acte, déclara un autre membre, de façon à le rendre acceptable aux colonies.

— J'avoue, répondit l'habile américain, que j'ai songé à un amendement. Acceptez-le, l'acte pourra subsister et les Américains

seront tranquilles. C'est peu de choses, il n'y a qu'un mot à changer. Au lieu de mettre: à partir du premier novembre mil sept cent soixante-cinq on payera, mettez deux mil sept cent soixante-cinq, et tout ira de soi.

Les graves défenses de la loi ne comprirent rien à cette plaisanterie, pas plus qu'ils ne s'expliquaient la résistance de l'Amérique. Tellement qu'on laisse souvent entendre que Franklin et ses amis ne croyaient guère au rappel de l'acte. Franklin aurait même déclaré: "Nous ne pouvons rien, autant vaudrait empêcher le soleil de se coucher". Et lorsqu'un des agents s'embarqua pour porter en Amérique la nouvelle de l'adoption de la loi, Franklin lui aurait confié: "Dites à nos concitoyens qu'il est bien de leur part d'enfants possible et le plus tôt possible".

Devant les Lords, il profita encore des astucieuses questions d'un ami pour donner l'état d'esprit des Américains. "Quel était naguère l'orgueil des Américains, lui demanda-t-on. — C'était de tirer leurs modes et leurs marchandises d'Angleterre". "Et maintenant ?" — "C'est de porter leurs vieux habits jusqu'à ce qu'ils soient en état de se faire des neufs !"

LA PRESSE

EN GRÈVE



L'Acte du Timbre a obligé le Pennsylvania Journal à cesser temporairement sa publication. Le 31 octobre 1765, les rédacteurs du journal annonçaient que, par suite des nouveaux droits, le journal ne serait plus publié. "In hope of a Resurrection to LIFE again".

Archives Bettman, N.Y.

(A.P.C.)

N.B. — Le lecteur pourra lire ci-dessous la teneur de la réponse que leur fit tenir Carleton.

(signé) Guy Carleton

Liste certifiée par J. Potts, D. C. C.

(NDLR) Québec — Afin de faire un peu de lumière sur les accusations qui attendaient Murray London, le Boréal présente la une des principales pétitions dirigées par les marchands contre lui.

est cause que les protestants jusqu'à présent n'ont pas eu d'endroits appropriés à leur usage pour y pratiquer leur culte.

La pauvreté naturelle de la contrée nous fait ressentir encore plus amèrement les injustices du gouvernement, car les produits de celle-ci sont loin de contrebalancer la consommation des importations.

Il cessent de prier, etc., etc.

Sam Sills, Edvard Harrison, Eleazr Levy, John Shepherd, John Wasmuth, John Geo. Allington, Wm Mackenzie, B. Comte, Peter Fennell, Geo. Fulton, John Danser, Jos Jeffry, Jos Johnston, Thos Story, Dan Boyne, John Purss, Alexr McKenzie, Geo. Measom, In A. Gastineau, Ph. Payn.

Les Français demandent la tolérance de la religion catholique en s'opposant d'une part sur la justice d'une telle réclamation, étant donné qu'ils appartiennent presque tous à cette religion, et d'autre part sur la stipulation énoncée à cet égard dans le quatrième article du traité de paix définitif, laquelle se lit comme suit : "Sa Majesté Catholique s'engage à garantir à ses sujets Catholiques et Protestants la Liberté de la Religion Catholique; En conséquence Elle leur accorde aux Habitants du Canada la même Liberté de Religion, et leur permet de se servir de la Liturgie de la Messe, et d'être effectifs pour que ses nouveaux Sujets Catholiques Romains puissent professer le Culte de leur Religion selon le Rite de l'Eglise Romaine, en tant que le permettent les Loix de la Grande-Bretagne." Ces derniers mots "en tant que le permettent les Loix de la Grande-Bretagne" ont été ajoutés à la stipulation, prise dans son ensemble, bien d'accord en faveur de cette tolérance.

Il est évident que la stipulation n'empêche nullement l'exercice de la religion catholique, dans la Grande-Bretagne.

(...) Il semble donc qu'en vertu du Statut I, Eliz. c. ii, sans tenir compte d'aucune autre loi contre la papauté, l'exercice de la religion du pape ne peut être

POUVOIR DE TAXATION

L'autre grande difficulté qui vient ensuite et requiert sérieusement l'intervention du parlement consiste dans le revenu médiocre de la province de Québec. Sous le gouvernement français, ce revenu atteignait la somme de treize mille louis par année environ, tandis que présentement il n'atteint pas le chiffre de trois mille. La cause de cette diminution réside dans le changement qui s'est opéré dans le cours du commerce; ce qui explique que les taxes qui constituaient autrefois la principale source des revenus, bien qu'en vigueur aujourd'hui encore, ne rapportent plus rien du tout. Le

Si le parlement croit devoir imposer lui-même une taxe sur la province, des renseignements reçus de personnes bien au courant de l'état du commerce de cette province, démontrent que les spiritueux anglais peuvent être avantageusement taxés et produire le revenu le plus considérable; qu'il est importé annuellement dans la province environ 250,000 gallons peut être imposé sans affecter le commerce et rapporter "3000 l." par année.



LES JÉSUITES DE FRANCE, malgré l'intervention du Pape, CESSENT D'EXISTER

Malgré la bulle solennelle que publiait le pape Clément XIII, l'année dernière, pour déclarer officiellement son approbation de la Compagnie de Jésus, les Jésuites de France, soumis à la condamnation du Roi, ont cessé d'exister.

Leur suppression, décrétée le 6 août 1762 par le Parlement de Paris, fut entassée depuis par la plupart des parlements de province. Malgré les interventions successives des évêques français lors des assemblées de l'Épiscopat de 1761, de 1762 et 1765, le Parlement de Paris continua à maintenir sa suppression et à lutter contre l'ordre des Jésuites.

Il restait cependant à obtenir l'adhésion du Roi à cette condamnation. Louis XV fit tout ce qu'il put pour retarder et éviter la suppression des Jésuites. Il exila leur principal défenseur, Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, il proposa de réunir les

Jésuites de France sous un vicaire qui leur aurait obéissance aux lois du royaume, mais rien n'y fit. Il accéda finalement à la demande des parlements et, en novembre 1764, agréait l'abolition de la Société de Jésus.

Le Roi de France permit cependant aux pères jésuites qui désiraient demeurer en France, de passer, comme prêtres séculiers, sous l'autorité des évêques.

Près de quatre mille Jésuites de France ont été, jusqu'à ce jour, sécularisés et tous leurs biens ont été confisqués. L'Église et la France vivent une des heures les plus sombres de leur histoire.

À MADRID

Les Jésuites font cesser une émeute

Une émeute populaire éclatait, il y a quelques temps, à Madrid. La colère du peuple fut telle, l'émeute si forte, que le Roi, incapable de la réprimer, dut s'enfuir de la ville. Dirigée contre le Roi, cette émeute risquait de prendre des proportions dangereuses.

Ce sont les pères jésuites de la ville, qui, par leur influence, leur appel à l'ordre et à la paix, leur sens de la persuasion, réussirent au bout de quelques temps à rétablir l'ordre dans la capitale d'Espagne. Ils ont, en quelque sorte, sauvé le Roi et la monarchie.

Mais on dit que loin de leur être reconnaissant, le Roi Charles d'Espagne est fortement humilié. Il n'a pas aimé du tout, semble-t-il, que les Jésuites réussissent là où lui-même échouait.

Ce geste des Jésuites, tout à leur honneur et sur lequel ils comptaient bien s'appuyer pour démontrer leur fidélité à la monarchie, semble donc tourner contre eux.

Les philosophes, ennemis des Jésuites comme de tout ce qui est communauté religieuse, s'employaient habilement à laisser entendre au Roi que l'influence des Jésuites est vraiment trop forte auprès du peuple. Ils lui suggèrent qu'il faudrait suivre l'exemple de certains autres pays européens et suspendre la Compagnie de Jésus.

CULTE PRESBYTÉRIEN À QUÉBEC

Québec (DNCR) — La cession du pays à l'Angleterre a brisé l'unité religieuse du Canada. Depuis l'année dernière, un aumônier militaire anglais, ministre de l'Église d'Écosse, a commencé à prêcher dans notre ville.

Les autorités ont mis à sa disposition, pour son culte, une pièce du collège des Jésuites. La première congrégation presbytérienne dans la province de Québec est sous la direction du pasteur George Henry.

LE PROPAGATEUR de la dévotion au Sacré-Cœur ET de la communion quotidienne P. M. PIROTTI n'est plus.

Vient de mourir à Campi, en Italie, Pompilius Maria Pirotti, âgé de 50 ans. Il commença par enseigner dans des maisons religieuses, puis il se consacra à la prédication. Il laisse derrière lui une impression de sainteté. Le peintre Ingresso a confié à la toile le visage du mourant.

Ingresso (Campi)

HOMMAGE À MGR BRIAND

JEAN-OLIVIER BRIAND a été sacré évêque, le 16 mars dernier. L'évêque de Blois, Mgr de Termont, présidait la cérémonie. Le septième évêque de Québec n'est aux yeux du gouverneur britannique que le surintendant de l'Église romaine.



A.P.G.

À QUÉBEC

On fête la SAINT - PATRICE

Québec (G. de Q.) — Dimanche, le 17 mars de l'année dernière, était la fête de Saint-Patrice, titulaire d'Irlande, le Juge-en-chef de la Province, avec d'autres officiers civils et militaires, gentilhommes et négociants de ce royaume ancien et royal, furent au service divin à l'église des Récollets, où le révérend de Léger-Jean-Baptiste-Noël Veysièr, âgé de 32 ans et desservant, jusqu'au 16 août dernier, de la paroisse de St-Nicolas, "Mardi passé, le Rév. Mons. Veysièr, qui, depuis quelques jours, a quitté l'ordre des Récollets (où il était connu sous le nom de Père Emmanuel) et s'est déclaré protestant, fit les serments ordinaires de fidélité envers le roi George, d'abjuration du pouvoir du pape dans le royaume de la Grande-Bretagne, et d'abjuration du prétendant à la Couronne de ce royaume et souleva la déclaration ordinaire contre les dogmes du papisme. Il a pris ce parti rigoureux et honorable pour des motifs de conscience, après un examen soigneux de la controverse entre les deux modifications de la même religion.

Quant aux professions, 53 se déclarent marchands, 28 aubergistes, etc.

"Qu'ils rendent la gloire au seigneur et qu'ils publient ses louanges dans les lies."

Il se rendirent ensuite à la Taverne à l'enseigne du Soleil, où on leur avait préparé un repas, après lequel ils ont bu à plusieurs santés loyales et zélées pour la patrie. Et, le lundi soir, ils donnèrent un bal et une collation froide à tous les messieurs et dames de lieu, dans la salle des concerts. Le tout a été conduit et a été terminé aux deux endroits avec une gaieté convenable, une union parfaite et avec beaucoup de bienfaisance.

UNE MINORITÉ IMPORTANTE LES PROTESTANTS

Noël Veysièr passe au protestantisme

Québec — L'ex-récollet Veysièr vient de quitter la province de Québec pour l'Angleterre, où il désire devenir pasteur protestant. Notre confrère de la GAZETTE DE QUÉBEC (27 octobre) raconte ainsi l'abjuration publique de Léger-Jean-Baptiste-Noël Veysièr, âgé de 32 ans et desservant, jusqu'au 16 août dernier, de la paroisse de St-Nicolas, "Mardi passé, le Rév. Mons. Veysièr, qui, depuis quelques jours, a quitté l'ordre des Récollets (où il était connu sous le nom de Père Emmanuel) et s'est déclaré protestant, fit les serments ordinaires de fidélité envers le roi George, d'abjuration du pouvoir du pape dans le royaume de la Grande-Bretagne, et d'abjuration du prétendant à la Couronne de ce royaume et souleva la déclaration ordinaire contre les dogmes du papisme. Il a pris ce parti rigoureux et honorable pour des motifs de conscience, après un examen soigneux de la controverse entre les deux modifications de la même religion.

"Il était fort estimé parmi les siens avant qu'il les quittât; et le Rév. Père Emmanuel, commissaire des Récollets, lui a fait justice, dans le moment même qu'il allait le perdre, de témoigner qu'il était un garçon bien réglé, de très bonne conduite, et fort exact dans ses devoirs: témoignage qui fait également honneur à la candeur du Père Commissaire et au caractère de monsieur Veysièr."

Notre savant confrère de la GAZETTE DE QUÉBEC présente le nouveau converti sous un jour peut-être un peu trop flatteur. L'ex-récollet Veysièr avait eu auparavant maille à partir avec l'actuel M. Briand, alors qu'il était vicaire général de Québec. Le nouvel évêque de Québec l'a déjà accusé d'agir avec "un peu de fourberie". Veysièr n'est pas le premier à jeter le froc aux orties, depuis l'arrivée des Anglais. Il a été précédé par le jésuite Roubaud, dont les aventures amoureuses ont défrayé bien des chroniques. Actuellement, Roubaud réclame une partie des biens des Jésuites, dénonçant les persécutions de ces derniers à son sujet, parce qu'il "le cœur anglais".

En somme, le geste de ces deux personnages ne devrait pas être préjudiciable à l'Église catholique, car tous deux n'avaient pas la sympathie des fidèles.

MONTRÉAL VILLE D'INTRIGUES

Québec — Le nouveau gouverneur române avec lui, en qualité de secrétaire, M. H. T. Cromahé. Celui-ci, on s'en souvient, avait été délégué à Londres à la fin de l'année 1764 pour représenter les vœux de James Murray devant les Lords du Commerce. Dans sa lettre d'introduction, le gouverneur disait de lui: "Il est bien au courant de tout ce que je sais et je puis ajouter que personne n'a plus à cœur que lui le bien de cette colonie et n'est plus dévoué au service du roi et que je ne pouvais choisir un homme plus intègre et plus soigneux."

Par la même occasion, Murray le proposait comme lieutenant-gouverneur de Montréal, nouveau poste dont il proposait la création. Il faisait état "que cette ville est située au cœur de la partie la plus peuplée de la province, qu'elle est entourée par les notions sauvages et se trouve à une distance de cent quatre-vingts milles de la capitale. C'est là que résident les prêtres les plus opulents et que se trouvent la plus grande partie des nobles français; en sorte que c'est l'endroit où prendront naissance et où seront ordus des intrigues contre nous."

On sait que les recommandations de Murray sur ce point n'ont pas eu de suites.

Page féminine

POTINS CULINAIRES

★ AIMEZ-VOUS LA MAHONNAISE?

Le maréchal duc de Richelieu s'est fait servir, lors de la prise de Port-Mahon, une nouvelle préparation avec des oeufs. La sauce, créée en 1757, est connue maintenant sous le nom de mahonnaise.

★ UN CARDINAL, AMATEUR DE CRÊPES

Le cardinal de Bernis, fidèle admirateur de feu la marquise de Pompadour, est aussi un amateur de bonne cuisine. Il vient d'inventer une nouvelle sorte de crêpes: la crêpe-de-ville.

★ UN NOUVEAU FROMAGE

Marie Marel, de Normandie, a mis au point un nouveau fromage qui, dit-on, fait déjà les délices des fines bouches du palais. Il est fort probable que son village de Camembert devienne célèbre.

★ UN DÉFENSEUR DE LA PATATE

Verrons-nous, un jour, la pomme de terre régner en maîtresse sur nos tables? Peut-être que oui, si les efforts du baron Parmentier réussissent à faire disparaître les préjugés qui relèguent la patate à l'auge des porceux. Parmentier, qui en avait soupé des pommes de terre lors de sa captivité, est convaincu que la tubercule est digne de figurer sur notre menu. C'est déjà chose faite pour les prêtres du diocèse de Castres. L'année dernière, leur évêque leur a distribué des pommes de terre, en leur disant: "Plantez-en, montrez aux gens comment cela pousse, et que cela est bon".

★ LE MENU À LA BASTILLE

Quelques uns des anciens citoyens de la Nouvelle-France ont séjourné à la Bastille. Nous nous sommes informés du menu des prisonniers politiques. Le jour de notre visite, on pouvait déguster à son aise: potage, tranche de boeuf, cuisse de chapon, épinards, artichauts frits, poires, bourgogne vieux et café.

Le problème des mariages mixtes

QUESTION: — Fille d'un seigneur à l'aise de la vallée du Richelieu, j'ai rencontré, il y a quelques mois, un jeune marchand anglais de la ville de Montréal. Honnête, poli, bien éduqué, parlant assez bien notre langue, le jeune homme m'a rapidement plu. Comme son travail l'amène assez fréquemment à venir dans nos régions, nous nous sommes rencontrés plusieurs fois depuis ce temps. L'amour n'a pas tardé à se développer entre nous et nous nous sommes promis l'un à l'autre. Nous sommes bien décidés à nous épouser. Mais mes parents ne veulent entendre parler de rien à ce propos. Ils ne veulent absolument pas que j'épouse un Anglais qui, de surcroît, est protestant. Ils disent que je serais trahie à ma race et à ma religion. Mais je l'aime. Je vous en prie, secourez-moi.

Cœurs divisés.

REPOSE: — Le problème que vous nous posez est déjà sans doute celui d'un bon nombre de nos concitoyens et concitoyennes. La conquête anglaise a introduit chez nous un groupe de personnes d'une autre langue et d'une autre religion. Comme ces gens sont désormais les maîtres chez nous, ils possèdent l'influence, le commerce, l'argent, et constituent ainsi des magnifiques partis pour les jeunes filles à marier. Il est évident que l'amour peut surmonter bien des obstacles y compris la différence de langue et de religion. Mais il vous faudra bien réfléchir avant de vous embarquer dans ce bateau. La différence de langues et la différence de religion sont de très gros obstacles à surmonter. Déjà nous constatons que toutes sortes de dispositions et d'attitudes opposent les Canadiens français catholiques aux Canadiens anglais protestants. Ces luttes, ces oppositions ne manquent pas d'avoir des répercussions dans les foyers mixtes. Nous croyons donc qu'il serait peut-être prudent de suivre les conseils de vos parents.

De la tête aux pieds, la mode a bien changé



d'après J. Vermet

ON DEVIENT MAJEUR PLUS JEUNE

Québec (DNC) — Sous l'ancien régime, il fallait attendre d'avoir atteint vingt-cinq ans pour être considéré comme majeur. Depuis le premier janvier de l'année dernière, on devient majeur dès que l'on a atteint sa vingt et unième année.

En conséquence, dès qu'une personne a le dit âge, elle est en droit de prendre possession de tous les biens en tutelle et de jouir de droits. Elle peut aussi poursuivre en justice pour obtenir la possession de ses biens.

Cette décision des autorités a été accueillie avec beaucoup de joie. Elle met fin au sentiment d'insécurité qui régnait dans la province à ce sujet.

POUR PLAIRE AUX FILLES

Ayez des manières à l'européenne

Montréal — Depuis son arrivée dans notre province, le jeune Pierre de Sales Latourrière s'est fait remarquer par sa gaieté et ses belles manières. Lors d'un récent bal, donné par une jeune fille de notre ville, nous avons vu si j'avais pu résister à la fatigue de tous ses plaisirs, continue-t-il, si ma nouvelle occupation ne m'en avait empêché, j'aurais été dans les fêtes les jours et les nuits."

Notre interlocuteur, âgé seulement de 19 ans, a déjà des idées arrêtées sur les Canadiennes: "Le sexe canadien est beau, et, en général, recevant plus de connaissances par le moyen des écoles et communautés que les hommes, et par une disposition naturelle, il surpasse de beaucoup l'espèce masculine en finesse, en douceur et en grâces. Peu exigeantes, elles ne se prévalent point de cette supériorité, ce qui leur attache les hommes à ce point que même les étrangers sont forcés de les mériter. En général, les femmes du Canada sont très économes et de tendres et fidèles épouses. Il est très difficile à quiconque passera ici quelque année, d'éviter d'y faire alliance. Les Anglais ont senti cet ascendant après la conquête; beaucoup d'entre eux s'y sont mariés, et à présent le nombre en est terriblement augmenté."

L'avenir nous dira si la jeune Latourrière saura résister aux charmes des Canadiennes!

L'ex-fiancée de Wolfe se marie



Miss Katharine Louther, à la suite de la mort accidentelle de son fiancé, James Wolfe, a épousé Harry, duc de Bolton. Le duc vient d'être nommé gouverneur de l'île de Wight. La duchesse de Bolton fait partie d'une famille importante du nord de l'Angleterre. Elle est la sœur de James Louther, comte de Lonsdale.

SURVEILLEZ LES INITIALES SUR LE PAIN

Montréal — Les greffiers des grandes villes exercent une surveillance assez étroite sur les boulangers. Ils peuvent, en n'importe quel temps, se présenter chez les boulangers et vérifier la pesanture du pain vendue.

De plus, tous les pains doivent être marqués des lettres initiales du prénom et du nom des boulangers. Le pain non marqué pourra être saisi et distribué aux pauvres ou aux prisonniers de l'hôpital.

Depuis la paix, la qualité du pain s'est améliorée. Le pain de fine fleur de farine peut maintenant figurer sur la table de presque tous les habitants de la province.

LITTÉRATURE

SPECTACLES

C'est l'heure de la révolution tranquille... et pourtant

Les classes dominantes se méfient volontiers des intellectuels trop évolués. A plus forte raison lorsque les idées qu'ils prônent portent en elles le germe d'une évolution radicale de la société, sinon une révolution pure et simple. Sur le plan politique, cette méfiance peut conduire à deux positions diamétralement opposées en apparence, mais fondamentalement inspirées par le même souci de limiter les dégâts: conciliation ou opposition.

● le despotisme éclairé

Ainsi en est-il des réactions provoquées par l'actuel mouvement philosophique. En Prusse, en Russie, en Autriche, au Portugal, en Espagne et dans certains états de l'Italie, les autorités ont préféré mettre les philosophes de leur côté, en pratiquant ce qu'il est convenu d'appeler "le despotisme éclairé". On ne saurait mettre en doute la bonne foi de ces souverains, mais il demeure qu'une telle option permet tous les accommodements avec les "révolutionnaires". Tout en se proclamant disciples des philosophes et partisans d'un gouvernement "rationnel, soucieux du bien commun et ennemi des préjugés et de l'intolérance", ces princes, que Machiavelli n'aurait pas désavoués, réussissent à faire servir à leur profit un mouvement qui pourra éventuellement se tourner contre eux. Sous le couvert de la révolution tranquille, ils décident eux-mêmes des réformes à effectuer et il se trouve, comme par hasard, que leur puissance et leur autorité sont grandies par les transformations réalisées au nom de la liberté et de la justice. De plus, ce despotisme éclairé leur sert souvent d'excellent prétexte pour éliminer certains groupes dont la valeur intellectuelle, la richesse matérielle ou l'influence morale portent ombrage à la toute puissance impériale (cf. les Jésuites expulsés d'Espagne et du Portugal). Enfin, en s'assurant le monopole du mouvement réformateur, ces souverains réduisent les risques de voir une classe sociale insoufficiente adopter les idées des philosophes et entreprendre une révolution totale pour tenter de les appliquer intégralement.

● la subversion révolutionnaire

En France, c'est tout le contraire. Le roi n'a pas cru bon (ou possible) de donner satisfaction aux philosophes en pratiquant une certaine forme de despotisme éclairé. Défenseurs de la tradition et de l'ordre établi, l'Eglise et le Gouvernement ont choisi de s'opposer de toutes leurs forces aux propagateurs d'idées "subversives". A remarquer que ce ne sont pas uniquement les écrits politiques ou sociaux qui subissent les foudres des autorités. Que ce soit en philosophie, en histoire, en pédagogie, en géographie humaine, en sciences naturelles ou en littérature proprement dite, tous les novateurs sont automatiquement considérés comme suspects. Pour protéger la France (et surtout leurs privilèges) contre "la subversion révolutionnaire", les autorités ont mis au point un dispositif de défense qui, dans plus d'un cas, fait bon marché des libertés les plus élémentaires du citoyen.

Le Parlement est régulièrement appelé à condamner certains écrits jugés "dangereux"; une censure sévère (en principe) est établie; aucun texte ne peut être imprimé sans avoir au préalable reçu une autorisation officielle; toute discussion publique est interdite si on y traite de politique, d'économie ou de religion; des



(sculpt. Gauthier)

peines de mort et d'emprisonnement sont prévues pour tous les auteurs qui "tendent à émouvoir les esprits"; des interdictions de séjour frappent les écrivains qui ont réussi à prendre la fuite; les imprimeries sont surveillées, les frontières aussi, afin d'éviter la circulation d'ouvrages imprimés à l'étranger; des journaux littéraires et satiriques sont mis sur pied pour combattre les idées nouvelles. En un mot, la société (et surtout les autorités) se sent en état de légitime défense et tous les moyens lui semblent bons pour se protéger.

● des complicités

De leur côté, les philosophes redoublent d'audace et s'ingénient à contourner la loi pour assurer la diffusion de leurs idées. A cet effet, ils peuvent compter sur la complicité plus ou moins active de certaines personnes bien placées qui n'hésitent pas à "trahir" ceux qu'ils doivent protéger, et qui posent des gestes nettement illégaux ou doivent complaisamment les yeux au moment opportun.

Les imprimeries sont surveillées? Tant pis, on lance par centaines des copies manuscrites qui circulent sous le manteau. Les tracasseries douanières sont contournées par la contrebande des livres quand ce ne sont pas des personnages officiels qui glissent les ouvrages interdits dans leur valise diplomatique. Des magistrats font preuve d'une clémence étonnante envers certains auteurs et plusieurs officiers de police gardent caché chez eux ce qu'ils ont mission de pourchasser. Ces complicités entre les forces de l'ordre et les philosophes expliquent en partie l'incroyable popularité de leurs idées subversives. En partie seulement. Le succès populaire de ces "fouteurs de désordre" s'explique aussi de deux autres façons: l'habileté des auteurs et la médiocrité de leurs adversaires.

● depuis l'affaire Calas

On a encore à l'esprit le souvenir de l'affaire Calas. Cette tactique qui vise à déclencher de gigantesques campagnes d'opinion sur un problème précis, à partir d'un fait divers qu'on interprète selon une optique donnée, illustre bien l'habileté des philosophes. Pour rejoindre le sentiment populaire, il n'est rien comme d'exploiter à outrance, en faisant un cas type, un événement spectaculaire qui a le mérite de sensibiliser l'opinion publique. Une "affaire" bien amorcée, bien menée et bien exploitée, peut faire plus pour accréditer une idée dans le peuple que plusieurs ouvrages très savants. Voltaire l'a bien compris et l'on sait tout le parti qu'il a su en tirer.

La médiocrité des adversaires de l'esprit philosophique a aussi beaucoup contribué au succès ou au moins à la popularité des novateurs. Il n'est évidemment jamais facile de défendre brillamment l'ordre établi, la tradition et l'autorité. Pourtant, des hommes d'un talent incontestable finissent toujours par s'en tirer. Hélas! Ce n'est pas le cas de Moreau et de Fréron non plus que des rédacteurs de l'Année littéraire, de la Gazette littéraire, du Mercure ou du Journal de Paris. Dans une telle bataille, ce sont très souvent les rieurs qui déterminent le gagnant. Et il faut bien reconnaître qu'il n'est pas facile d'avoir les rieurs pour soi quand on s'oppose à Voltaire.

● germes de violence?

Les philosophes auraient certes tort de crier victoire trop vite. Mais il ne fait aucun doute qu'ils ont déjà fait d'immenses progrès dans l'opinion publique et l'on peut se demander, dans la pratique, à quel aboutira cette lutte idéologique. Combien de temps les autorités pourront-elles retarder l'application de certaines réformes? Si les philosophes réussissent à imposer leurs vues, sera-t-il encore temps d'éviter un bouleversement trop radical?

Les prochaines années apporteront la réponse à ces questions. On peut cependant craindre, dès maintenant que, si des réformes radicales ne sont pas appliquées assez vite, une véritable révolution éclatera, ce que les philosophes sont très loin de souhaiter. A trop vouloir retarder une révolution tranquille, ne risque-t-on pas de provoquer un éclatement de violence dont nul ne sait quelles en seraient les limites? La réponse appartient au Roi mais pour combien de temps encore?

"...il faut être enthousiaste"

Denis DIDEROT vient de vendre sa bibliothèque à l'impératrice de Russie. Catherine II a confié à Diderot la garde des 15.000 volumes, avec une pension annuelle de 300 pistoles. L'auteur de "La Religieuse" n'a rien perdu de son enthousiasme. "Ne j'it-on que des épingles, dit-il, il faut être enthousiaste pour y exceller".



Charles-Joseph Panckouche, aux auteurs de l'Encyclopédie

POUR TOUTS VOS TRAVAUX

D'IMPRIMERIE

VOYEZ

Charles-Joseph Panckouche

maintenant installé à Paris
dans l'ancien hôtel de Thou
rue des Poitevins

TRAVAIL RAPIDE ET SOIGNÉ

c'est l'imprimerie Panckouche
qui a réalisé l'Encyclopédie

AVIS

AUX 4,000
SOUSCRIPTEURS
DE L'ENCYCLOPÉDIE

Les tomes VIII à XVII sont maintenant disponibles. On peut les obtenir chez tous les libraires associés, sur simple présentation du certificat de souscription.

Il reste encore quelques centaines de séries complètes que peuvent acquérir ceux qui ont négligé de souscrire au début de la publication.

Pour 17 volumes parus, plus 11 volumes de planches à paraître, vous ne payerez que 956 francs-cc.

POURQUOI PAYER PLUS CHER?

Chez votre libraire préféré
demandez les livres de poche

"jamais 20 volumes in folio ne feront de révolution: ce sont les petits livres portatifs à 30 sous qui ont à craindre".

VOLTAIRE
5 avril 1765

"LES AMUSEMENTS RAFFINÉS DE LA LITTÉRATURE"

Deux siècles après Mexico, Québec

Tandis que, depuis deux siècles, les feuilles imprimées circulaient sur les hauts plateaux mexicains, tandis que, depuis 1762, les Treize possèdent chacune son imprimerie et que, depuis 1752, Halifax imprime son journal, Québec a boudé l'invention de Gutenberg jusqu'en 1764...

Il y a plus de deux siècles, soit en 1535, une succursale de l'imprimerie castillane de Juan Cromberger s'établissait à Mexico. L'année suivante Juan Pallos, le directeur de cette première imprimerie du Nouveau Monde, lançait un petit livre d'écrits spirituels d'un auteur grec dans une traduction espagnole. Le premier livre imprimé au Nouveau Monde s'intitulait ESCALA SPIRITUAL.

Un siècle plus tard, en 1639, Cambridge devint le berceau de l'imprimerie en Amérique du Nord. Suivront Boston en 1674, Philadelphie en 1685, New-York en 1693. Un imprimeur de Boston, Bartholomew Green Jr, installe en 1751 une presse à Halifax. C'est de cette presse que sortira, le 23 mars 1752, le premier numéro du journal THE HALIFAX GAZETTE. Ici une question embarrassante se

POUR UNE PRESSE LIBRE

Depuis 1752, les textes officiels du gouvernement de la Nouvelle Écosse étaient imprimés chez le propriétaire du journal Halifax Gazette. Jusqu'en 1761, chaque livraison portait la marque de John Bushell, imprimeur du gouvernement; depuis 1761, nous aimons lire le nom de son successeur, notre confrère et ami Anthony Henry. Ainsi le journal de la seconde session du 3 juin au 1er août est sorti des presses d'Henry. Quelle ne fut pas notre surprise en recevant les textes de la session du 23 octobre au 22 novembre imprimés avec des caractères différents, non plus chez Anthony Henry, mais chez un certain Robert Fletcher. D'où nous arrive ce nouvel imprimeur? Quelque serviteur de Londres? Quels sont ses titres pour supplanter la première imprimerie canadienne?

On nous a donné une explication qui éclaircit le mystère, mais jette un jour sombre sur la liberté de presse en Nouvelle Écosse. L'incident, encore une fois, se rattache au fameux Acte du Timbre. Imaginez que le valeureux journal d'Halifax osa paraître un bon jour d'octobre 1765 sur du papier immaculé, disons non timbré. Aussitôt ce furent les hauts cris de quelques membres du gouvernement. Dans les numéros précédents, le journal n'avait-il pas critiqué le décret britannique? Anthony Henry fut appelé à rendre compte de cette grave désobéissance. Henry tenta de se disculper en prétendant que le grand responsable était son jeune apprenti Isaac Thomas qui, poussé par ses idées révolutionnaires, avait abimé le papier timbré destiné à l'impression du numéro d'octobre du journal.

Nous ne voulons pas jouer les lions. Un seul point nous intéresse dans cette affaire: savoir si cette dérogation à l'Acte du Timbre a eu comme conséquence, pour l'imprimerie d'Anthony Henry, la perte du contrat d'impression des textes officiels du gouvernement. Si tel est le cas, nous sommes indignés de constater jusqu'à un gouvernement peut contrôler et museler la presse. Admettons qu'en vue du bien commun un gouvernement ait un droit de regard sur les imprimés, toutefois nous acceptons difficilement que dans une question aussi controversée que le Stamp Act (est-il nécessaire de rappeler l'attitude de William Pitt?), le gouvernement d'Halifax se montre si brutalement intransigeant.

dresser aussitôt: "Pourquoi la première imprimerie canadienne n'apparaît-elle pas à Québec plutôt qu'à Halifax, jeune ville d'à peine trois ans?" L'absence d'imprimerie pendant le régime français s'explique difficilement. Ni les demandes des Pères jésuites en 1665, ni les démarches des Sulpiciens de Montréal, pas plus d'ailleurs que les désirs de M. de la Galissonnière en 1749, convainquirent l'administration française de la grande utilité d'une imprimerie en Nouvelle-France.

C'est grâce à un jeune Écossais arrivé de Philadelphie, William Brown, que la Province de Québec fut dotée, en 1764, de sa première imprimerie. Qui ne connaît maintenant cette vaillante entreprise? En furetant du côté de la rue du Parloir, dans la haute ville, au-dessus de l'évêché, il fait bon au nez québécois de capter la bonne odeur de papier fraîchement imprimé.

Thomas Gilmore, le partenaire de Brown, doit le seconder à merveille puisque l'équipe Brown et Gilmore, en plus d'avoir fondé et de maintenir le premier et la seule journal au Québec, ont imprimé le fameux CATECHISME DU DIOCÈSE DE SENS à plus de 2,000 exemplaires. Nous imprimâmes, en tirant plusieurs copies, L'ALPHABET français en 1761 et un ALPHABET latin un peu dernier, a rendu un service inestimable aux jeunes écoliers et aux moins jeunes soucieux de s'instruire. Faut-il rappeler qu'en plus de ces textes plutôt sévères, nos deux imprimeurs-journalistes s'efforcent de nous divertir. D'ailleurs, dans le Prospectus de leur Gazette s'écrit-vaient-ils pas:

"On considère les amusements raffinés de la littérature, et les satires d'esprit, comme nécessaires à cette collection, entremêlées d'autres pièces choisies et d'effets curieux... la jeunesse des deux sexes se profitera, verra imprimés avec des caractères différents, non plus chez Anthony Henry, mais chez un certain Robert Fletcher, d'où nous arrive ce nouvel imprimeur? Quelque serviteur de Londres? Quels sont ses titres pour supplanter la première imprimerie canadienne?"

Aussi personne n'a été surpris de lire ce texte plutôt badin que Brown et Gilmore viennent d'imprimer à plus de cent copies. Dès le titre nous sommes en pleine récréation: "REFLEXION SUR LE CANADIEN GÉMISSANT."

Des esprits moroses y ont-ils vu quelque critique à l'adresse du gouvernement? Telle n'est pas pourtant la mentalité des propriétaires de la GAZETTE DE QUÉBEC, toujours pleins de respect pour l'autorité légitime constituée et sans cesse préoccupés d'éviter toute question litigieuse. En 1764 les fondateurs du journal avaient bien défini le ligne de conduite:

"Notre résolution de contenter le Public en général, sans offenser aucun particulier se manifestera mieux par l'épave de notre conduite, qu'en écrivant des volumes à ce sujet. Nous prions seulement qu'on soit assuré, que ni le préjugé de la partialité, ni le scandale particulier, ne trouveront place dans notre Gazette."

Québec a donc son imprimerie et son journal. Depuis deux ans (oublions le grand vide du 31 octobre 1765 ou 29 mai de cette année) la GAZETTE DE QUÉBEC offre chaque semaine aux fidèles lecteurs sa provision de textes gouvernementaux, d'annonces commerciales et de renseignements sur divers pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique.

Sans doute quelques abonnés de Montréal et des Trois-Rivières reçoivent la Gazette par la poste, parfois avec un retard malheureux, mais quand les villes de Montréal et des Trois-Rivières auront-elles leur imprimerie?

La lignée ne saurait s'éteindre. Cambridge a engendré Boston, qui engendra Philadelphie, qui engendra Québec qui... engendrera Montréal?

J. S. Copley LE PLUS GRAND ARTISTE AMÉRICAIN?



PAUL REVERE — par Copley (1765)

Boston — Nous aurions aimé voir "l'Enfant à l'écluse", un des derniers tableaux d'un jeune peintre américain, âgé de vingt-sept ans, JOHN SINGLETON COPLEY, tableau qui a été exposé cette année à la Société des Artistes de Grande-Bretagne où il fut des plus admirés. Le capitaine Bruce a rapporté à l'artiste le témoignage du grand maître Reynolds: "Exploit extraordinaire... je ne connais pas un peintre d'Angleterre qui, avec tous les avantages que peut fournir l'Europe, serait capable de faire aussi bien... Vous seriez une acquisition de valeur pour l'Art, et l'un des premiers peintres du monde, si vous pouviez recevoir les secours des lumières européennes, avant qu'il ne soit trop tard, et avant que votre goût et votre talent ne soient corrompus ou ne cessent de se développer, à force de travailler tout seul dans votre coin de Boston."

Nous reproduisons ici un portrait de l'orfèvre Paul Revere réalisé l'an dernier par Copley: une oeuvre qui

illustre bien les dons et la science du peintre. Tout en débarrassant son tableau de décors conventionnels, l'artiste a voulu représenter le modèle en manches de chemise et a multiplié comme à plaisir les difficultés techniques: les réflexions en couleurs sèches sur la table vernie, le modèle des chaires mates, l'éclat de l'argent, l'impression de solidité de la théorie dans le raccourci de la main gauche; et l'homme nous regarde comme si nous n'avions pas réussi à le distraire, complètement de sa rêverie.

Copley aurait-il raison de s'exprimer?

L'AVEZ-VOUS VU PASSER?

Notre bibliothèque circulante

Où est-elle donc rendue cette bibliothèque circulante? Le sieur Germain Langlois, demeurant sur la place du marché, nous avait communiqué, il y a deux ans, l'excellent projet d'une bibliothèque circulante. Son projet a-t-il fait long feu? Pourtant le prospectus publié alors par Langlois nous énumérait un choix varié de livres tant en anglais qu'en français. Les conditions d'abonnement et les règlements du prêt étaient même précisés dans ce prospectus.

Payer six sols par semaine d'argent courant d'Halifax. Ne prendre qu'un seul livre à la fois. Ne pas le garder plus d'une semaine. Payer tout dommage fait au livre.

Que le sieur Germain Langlois reprenne son projet ou que l'autorité s'en charge: Québec se doit de posséder à côté d'un collège et d'une imprimerie, une bibliothèque, circulante ou non. Les bibliothèques privées ne suffisent pas. Ainsi, au temps des Français, celles des intendants Dupuy et Hocquart et surtout celle étonnamment riche du sieur Joseph Tournier de Vezon n'ont jamais eu le rayonnement d'une bibliothèque publique. Seuls quelques parents et quelques amis en profitèrent.

Qui aura donc l'honneur de fonder la première bibliothèque publique au Canada? Il passera à l'histoire tandis que les bons effets de son initiative demeureront.

Sera-ce un nouveau sujet? un ancien sujet? un homme public? un mécène? Et jusques à quand l'attendrons-nous?

PREMIÈRE CANADIENNE DES "FÊTES VILLAGEOISES"

DU THÉÂTRE dans UNE GRANGE

Québec (D'après G. de Q.) — Les villageoises canadiennes, nouvelles sujettes de Sa Majesté britannique, d'un certain canton de la province de Québec, ont donné une fête en l'honneur de leur seigneur, le lundi 18 novembre de l'année dernière. La nouvelle pièce était intitulée LES FÊTES VILLAGEOISES, comédie en un acte, qui a été suivie d'un ballet de bergers et bergères et précédée d'un compliment au seigneur et protecteur de leur paroisse.

Entre la comédie et le ballet, il y a eu une cantate et un duo, chantés par le sieur Colin et la demoiselle Nina, fameux musiciens du Canada. Cette dernière chante seule un morceau choisi de l'opéra des AMOURS DE VÉNUS. Ensuite, il y eut trois danses de caractère, le sieur Dominique a dansé l'HALL-QUINADE, le sieur Silvio, la MATELOTE PARLANDAISE, et le sieur Brivich, la CHINOISE, tous trois grands danseurs, qui ont toujours été applaudis dans cette partie de l'Améri-

NDLR—Nous avions déjà reçu depuis quelque temps ce papier d'un de nos correspondants. Nous avions hésité à le publier avant vérification. Comme notre confrère, la Gazette de Québec, a déjà fait état de ce spectacle, nous croyons que la nouvelle méritait d'être diffusée.

que septentrionale. L'orchestre et la symphonie étaient composés de toutes sortes d'instruments très nombreux, jusqu'à un cornemuse. Le tout s'est terminé par un grand bal dans le meilleur ordre que faire se peut. On y trouva des rafraîchissements de toutes sortes. On fit en sorte que Bacchus et Vénus s'accordent ensemble afin que les plaisirs ne fussent pas troublés.

Le zèle avec lequel les bergères de cette côte se prêtèrent pour rendre cette fête brillante leur a fait mettre toute leur industrie à l'imitation des bourgeois de Québec, à rassembler et joindre ensemble quatre granges en peu de temps, pour faire une belle salle de comédie et de bal, et des cabinets pour les comédiens.

Les paroles de la comédie furent composées par le sieur Louis, sieur de la Roche, Canada, et la musique de la cantate et du duo, par le sieur Zeliot, grand musicien.

colle ET Bricole

TOTON et TOUPIE

La plupart des jeunes gens connaissent cette sorte de jouet dont se servent les adultes pour jouer à l'argent et qu'ils appellent TOTON. Celui-ci est fait d'un dé à quatre faces, traversé par une cheville, et qu'on fait tourner sur cette cheville. La face qui gagne est marquée d'un T.

Sans s'engager dans les jeux d'argent, n'importe quel enfant habile peut se faire une toupie de cette sorte. Il suffit de se tailler un carré de bois d'environ un pouce d'épaisseur par un pouce et demi de côté (on peut aussi préférer une rondelle d'un pouce d'épaisseur par un pouce et demi de diamètre). Demandez à votre père de percer le centre de cet objet d'un trou d'un quart de pouce. Introduisez dans ce trou une cheville qui aura entre trois et quatre pouces de longueur. Si la cheville a quatre pouces, laissez-la dépasser d'environ un pouce en dessous et de deux pouces en dessus.

Assujettissez bien solidement la cheville avec de la colle et laissez sécher. Vous voilà en possession d'un jouet qui vous permettra d'égayer vos longues soirées d'hiver ou encore de jouer avec vos amis des parties interminables de toton.

Le jeune Gabriel Godefray de Toulouse ne semble-t-il pas fasciné par le tournoiement de son toton? Le peintre J.-B. S. CHARDIN a su saisir l'attention réfléchie que le petit écuyer, tranquille bourgeois, apporte à ses jeux comme à ses devoirs. La bonhomie de l'artiste réussit peut-être à faire oublier l'étonnante technique de son pinceau mais, sous la simplicité du sujet, la rigueur de la composition et la subtilité du coloris, transparaît la sensibilité de son oeil et de son âme.



L'ENFANT AU TOTON — de Chardin (1737)

Étrennes du camelot du Boréal-Express à ses pratiques

CHANSON SUR L'AIR DE "LON LAN LA DERRETTE"

Qu'on ne me parle plus de vers,
Qu'ils soient bons ou bien de travers,
Lon lan la derrette.
La satire est du verd de gris,
Lon lan la derrie.

Cependant Muse inspire moi.
Quelques couplets dignes de toi,
Pour le Etrene d'aujourd'hui
Du cerceau, pour l'impression
De ses ouvrages, ce dit on,
Étoit de frayer tout tany.

Son Épître à son Imprimeur,
Est une preuve de sa peur,
Quoique de son lecteur chéri.

Je redoute comme la mort,
Sans comparaison, même fort,
Et d'avoir l'air d'un premier pris.

Congratulations pour nos projets,
Les anciens nouveaux sujets,
Réunissons tous les esprits.

Depar Apollon mandement,
Divertissons nous sagement,
Ne disons que du bien d'autrui.

Imitons notre Gouverneur,
Il est toujours de bonne humeur,
Avec les grands et les petits;

Mais lorsqu'il ne fait pas du bien,
Il compte le jour-là pour rien,
C'est le Titus de ce Pais.

Mes Pratiques, bon jour, bon an,
Si vous m'en desirés autant,
Pour le recevoir, me voici.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

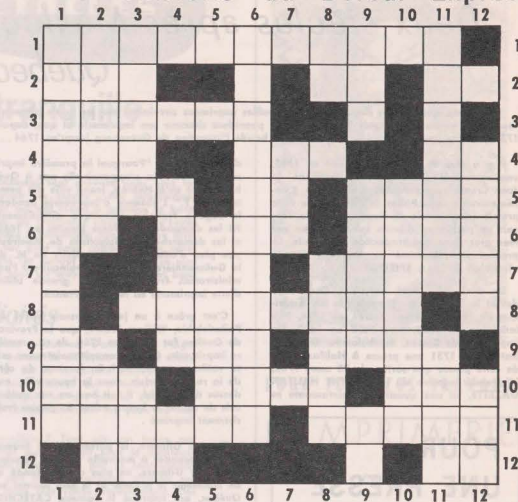
Bis.

Bis.

Bis.

Bis.

MOTS CROISÉS du Boréal-Express



HORIZONTAL —

- 1—François 1er et le Boréal Express de 1524 se demandent s'il est valide.
- 2—Colère — Voyelle doublée — Dynastie de souverains du Dai Viet (1400-97).
- 3—Son histoire est une épopée.

- 4—Chassé (phonétiquement) — Il vit présentement en Angleterre et a largement contribué au développement de l'industrie du textile en inventant la navette volante. — Deux premières lettres d'un nom de roi de France.

- 5—Roi des Ordes, fils de Dayan, appelé aussi Altan, grand Khan de Mongolie orientale en 1543, (première partie d'un nom composé dont la deuxième partie est: -Ta) — Préfixe — Chacun d'un jour le verser lorsqu'il vit en société.

- 6—Pour couvrir... au Foulon — Succède généralement à la guerre (latin).
- 7—Il y en a un aux diamants, à Québec. — Ils ont réussi le même exploit cent trente ans avant Wolfe, mais leur succès fut de courte durée...

- 8—Déviation.
- 9—Métal — Lettre grecque — Poète de langues latine et française (1532-89), auteur de Le Brave (1567), Mimes, enseignements et proverbes.

- 10—Un Paul de Tarse moderne s'y est dévoué, selon le Boréal Express de 1543. — Grand lac — Choisi.

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

MOTS CROISÉS du Boréal-Express



MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

MOTS CROISÉS du Boréal-Express

UN LOUP-GAROU APERÇU À KAMOURASKA

Kamouraska (par G. de Q.) — L'on apprend de St-Roch, près de Kamouraska, la présence d'un loup-garou qui court les côtes sous la forme d'un mendiant; avec le talent de persuader ce qu'il ignore, et en promettant ce qu'il ne peut tenir, il a celui d'obtenir ce qu'il demande.

On dit que cet animal, avec le secours de ses deux pieds de derrière, arriva à Québec le 17 juillet dernier, et qu'il en repartit le 18 suivant, dans le dessein de suivre sa mission jusqu'à Montréal. Cette bête est, dit-on dans son espèce, aussi dangereuse que celle qui parut l'année dernière dans le Gévaudan. C'est pourquoi l'on exhorte le public de s'en méfier comme d'un loup ravissant.

SCIENCES TECHNIQUES ET

BILLET

• L'INOCULATION CONTRE LA PICOTE À QUÉBEC

Protestations d'un inoculé

Messieurs,

La Barque de Charon étant prête à partir pour l'autre monde, j'ai été prévenu trop tard pour avoir eu le temps avant mon départ de vous faire le récit d'une aventure singulière qui m'est arrivée dans votre pays, pendant le malheureux séjour que j'y ai fait, pour en donner avis au public. J'ai malheureusement une aimable demoiselle qui me payait de retour; sur le point d'être unis ensemble par des liens conjugaux, elle voulut, malgré mes représentations amoureuses, se faire inoculer. Voulez-vous la même sorte qu'elle, je m'en fais la même chose. Les plus belles espérances étaient pour nous dans les commencements; mais inopinément par des revers et des événements que l'homme ne peut prévoir, la fatale Parque a tranché le fil de nos jours, et le tombeau a terminé nos amours.

Arrivés en même temps aux Champs Élysées, nous avons goûté des douceurs parfaites; mais comme la Faculté de Médecine tenait alors les Paralytiques, où présidaient les fameux docteurs Hypocrate et Esculape, assistés d'autres docteurs modernes, comme Silus et Democritus, ayant su le sujet de notre voyage, ils nous invitèrent à assister à leurs doctes discours, pour nous prouver que la nouvelle méthode des médecins et chirurgiens de votre pays de traiter les picotés et de faire l'inoculation ou insertion de la picote à ceux qui ne l'ont pas, est contraire aux lois anciennes de la Faculté de Médecine. Qu'il faudrait avant de faire cette opération et donner aucuns remèdes, qu'ils connaissent parfaitement les tempéraments, la qualité des sangs et des humeurs des différentes personnes, et de prendre le temps favorable pour faire l'insertion. Aussi les Champs Élysées sont-ils remplis de picotés inoculés. Depuis un an, il n'en a jamais tant eu. C'est pourquoi j'ai cru devoir profiter de l'occasion du courrier céleste pour vous informer de ceci, afin qu'on prenne à l'avance de sages mesures à ce sujet, prenant toujours intérêt pour mes concitoyens, surtout de votre ville.

L'âme la plus humble.

Inoculé.

Aux Champs Élysées, le 1er juillet 1765
copie au Boréal Express et à la Gazette de Québec.

UN TRAITÉ D'ASTRONOMIE INSURPASSABLE

Jérôme Lalonde, un des astronomes français les plus connus et les plus populaires, publiait il y a deux ans un TRAITÉ D'ASTRONOMIE qui dépassa de loin tout ce qui e paru dans le genre. Ce n'est que récemment qu'un ami venu de Paris nous en faisait parvenir un exemplaire et nous nous empressons d'en faire l'analyse pour nos lecteurs.

Malgré une faiblesse des yeux qui en fait un observateur limité, Lalonde ne cesse d'étudier et d'analyser les documents qui sont à sa disposition comme professeur au Collège de France. Il a d'ailleurs réuni une collection de documents astronomiques assez extraordinaires. Esprit subtil, il excelle à analyser ces documents en les confrontant et en les comparant les uns aux autres. Lalonde en est arrivé ainsi à constituer une méthode de travail analytique efficace. C'est à partir de cette méthode que Lalonde a écrit son Traité d'Astronomie.

Il apparaît facilement qu'à partir de là l'ouvrage constitue une magnifique synthèse des travaux les plus récents sur cette science. Depuis deux ans qu'il est publié, on dit à Paris que son succès est incroyable et que tous les astronomes le considèrent d'ores et déjà comme l'ouvrage de base le plus sérieux qui existe en cette matière.

L'auteur, pourtant, si célèbre qu'il soit, n'a encore que trente-quatre ans. Dès l'âge de dix-neuf ans, il était envoyé à Berlin pour coopérer à la mesure de la distance de la terre à la lune établie par une équipe de savants européens. Très populaire auprès des étudiants et du peuple de Paris, Lalonde est aussi un singulier original qui s'amuse à se promener avec sa lunette pour montrer le ciel et les étoiles aux passants et qui traîne, dans une bonbonnière, des araignées dont il aime se régaler en public.

Mais on pardonne facilement au grand savant ses petits écarts. Et les araignées ne sont pas près de se mettre en son Traité d'Astronomie.

Un projet chimérique :

LA TRANSFUSION

DU SANG



NDLR—Pierre-De Sales Loterrière, nouvellement arrivé au pays nous a fait parvenir le texte suivant qu'il avait rédigé, il y a deux ans, à l'époque où il étudiait la médecine à Paris.

Le système de la transfusion était alors en vogue, quoique des plus chimériques. La faculté obtint permission d'en faire l'expérience (qui fut la première et la dernière) à l'Hôtel-Dieu, sur un criminel, que le ministre d'Etat, d'ordre du roi, lui abandonna. M. Denis, qui était à la tête des transfusionnistes, le fit en présence du ministre. A mesure qu'on était du sang artériel et que M. Denis insinua à la place du sang de veau, la victime baissait et le sang étranger se coagulait dans ses veines. Ce pauvre malheureux périt, comme chacun l'avait prévu. L'état présent et proche quand l'expérience, permise par un arrêt du parlement, commença à 11 heures; et à midi arriva un ordre du roi défendant au médecin Denis de la jamais répéter, ni lui ni d'autres, dans ses états sous peine de mort, et lui ordonnant absolument de sortir du royaume dans les 24 heures. Ainsi le même jour vit la naissance et la mort sans résurrection de cette infâme transfusion, qui devait suivant les fous et des spéculatives en délire, éterniser la vie humaine!

EULER reçu en Russie

Le grand mathématicien Léonard Euler, qui illustra depuis 1741 la célèbre Académie de Berlin, vient de retourner en Russie. C'est la grande Catherine qui l'accueillit avec tous les égards dus à son génie. Euler a laissé l'Académie de Berlin à la suite de la mésestime qu'il opposait à Frédéric II.

Euler est considéré, dans les milieux scientifiques, comme le meilleur analyste mathématique que possède le monde actuellement. Né à Bâle, en Suisse, en 1707, Euler se consacra dès sa jeunesse aux mathématiques et n'a pas cessé de s'y adonner depuis. Dès l'âge de vingt ans, il était invité à siéger à l'Académie de Saint-Petersbourg, à la demande de l'impératrice Catherine Ière. Après la mort de celle-ci et un séjour en Suisse, il accepta les offres de Frédéric II et siégea à l'Académie de Berlin, c'est de là qu'il vint de partir pour regagner la Russie.

La facilité avec laquelle Euler calcule et résout les problèmes mathématiques est simplement phénoménale. On dit de lui qu'il calcule sans aucun effort exactement comme d'autres hommes respirent ou comme les oiseaux volent. A la suite de ses calculs il a



LEONARD EULER

laissé un nombre incalculable de mémoires de toutes sortes, si nombreux qu'on ne voit d'ailleurs pas comment on pourrait les publier. La Russie peut se vanter, par cette acquisition, d'avoir attaché à son Académie des Sciences les plus brillants mathématiciens de notre époque.

Il remplace EULER

Jos.-Ls LAGRANGE à l'Académie de Berlin

Un jeune mathématicien d'origine française, Joseph-Louis Lagrange, vient de remplacer le professeur Euler à l'Académie de Berlin. C'est sur la recommandation de Clairaut et de d'Alembert que Frédéric II a invité Lagrange à se joindre à son Académie.

Le professeur Lagrange accepta immédiatement cette invitation et, le mois dernier, prenait possession de son poste. Le professeur n'a que trente ans mais il est déjà un mathématicien célèbre surtout par sa précocité.

A dix-huit ans, il était professeur de mathématiques à l'Ecole d'Artillerie de Turin. A dix-neuf, il inventait le calcul des variations, plus facile et plus rapide que le calcul dif-

férentiel. On lui doit encore la "théorie mathématique du son", la "solution du problème des cordes vibrantes", une "étude sur l'aberration de la lune", etc.

Le Roi Frédéric II trouvait son nouvel académicien plutôt jeune mais, à peine un mois après son arrivée, il dit déjà à qui veut l'entendre que le choix magnifique il a fait en s'attachant Lagrange.

Après douze ans

UNE AUGMENTATION DE 16,500 HABITANTS

Québec — La population de la province de Québec atteindra actuellement un total d'environ 71,500 habitants. Pour l'année qui se termine, il y a un excédent de 2,772 naissances sur les décès.

Au cours de l'année dernière, les autorités gouvernementales ont procédé à un recensement systématique de la population et des richesses du pays. Ce recensement donnait, pour la province de Québec, une population totale de 69,810 habitants, répartis en 10,660 familles. Malgré la guerre qui s'est terminée au Canada en 1760, la population masculine est encore supérieure à la féminine.

49 endroits de la province de Québec ont une population supérieure à 500 habitants :

Bois St-Paul	540
Beauport	891
Charlesbourg	1,239
Québec	8,967
Ancienne Lorette	947
St-Augustin	795
Pointe-aux-Trembles	700
Cap-Santé	863
St-Anne-de-la-Pérade	811
Bellevue	636
Trois-Rivières	644
Yamachiche	636
Berthier	649
St-Sulpice	567
Repentigny	712
St-Pierre-du-Portage	1,000
Moscouche	542
Terrbonne	540
St-Rose	835
St-Vincent-de-Paul	1,311
St-Laurent	795
Montréal	5,733
Pointe-Claire	793
St-Genève	786
Longueuil	714
Boucherville	748
Varennes	1,168
Verchères	963

Petit St-Ours	551
Sorel	1,009
Immaculée-Conception	555
Chamby	544
Yamaska	524
Nicolet	510
St-Antoine	559
St-Joseph-de-Lévis	802
St-Charles	1,073
St-Michel	909
St-Jean, I.O.	524
St-Vallier	676
St-François-du-Sud	615
St-Pierre-du-Sud	597
St-Thomas	599
Cap-St-Ignace	599
Islet	598
St-Roch	560
St-Anne-de-la-Pacatière	611
Rivière Ouelle	819
Kamouraska	870

Toujours d'après les données du recensement de l'année dernière, la province de Québec comprendrait 12,230 maisons. L'actuelle période de paix a permis à notre agriculture de se développer et à notre bétail de se multiplier. On possédait, en 1765, 941,342 arpent. Le nombre de minots semés s'élevait à 179,699. Quant au bétail, il se répartissait comme suit : 13,488 chevaux; 12,533 boeufs; 14,732 vaches laitières; 22,748 vaches; 28,022 moutons et 28,562 cochons. C'est pour cette dernière classe que l'augmentation est la moins marquée.

La population de la province de la Nouvelle-Ecosse est beaucoup moins considérable. D'après les données de l'année dernière, la population française de la péninsule de la Nouvelle-Ecosse se chiffrait à 1,700 habitants; celle du Cap-Breton, à 800; celle de l'Acadie continentale, à 6,250; celle de l'île Saint-Jean, à 1,400. Quant à la population anglaise et allemande de cette province, elle s'élevait à 9,789 habitants.

PEE WEE

chant de suédois





À QUOI S'AMUSENT LES CANADIENS ?

Pierre de Sales Latérière, nouvellement arrivé au pays, a été surpris par le temps que consacre une certaine société de cette province aux divertissements. Il nous a déclaré: "Jamais je n'ai connu nation aimant autant à danser que les Canadiens. Ils ont encore les contre-danses françaises et les menusets, qu'ils entre-mêlent de danses anglaises. Les nuits, durant l'hiver, qui dure 8 mois, se passent en fricots, diners, soupers et bals. Les dames y jouent beaucoup aux cartes avant et après les danses. Tous les jeux se jouent, mais le favori est un jeu anglais appelé le 'whisk'. Le jeu de billard est fort à la mode et plusieurs s'y ruinent. Je l'aimais bien, mais je n'y jouais jamais à l'argent, par prudence."

Le jugement de Latérière n'est pas exagéré. En hiver, particulièrement, tout est prétexte à divertissements et à réjouissances spectaculaires.

QUI S'INSTRUIT S'ENRICHIT

Pour réussir dans la vie APPRENEZ L'ANGLAIS

Ceci est pour avertir les habitants français de la ville de Québec que Patrice McClement enseignera aux enfants français (à son école au Collège des Jésuites) à lire, à écrire et à parler la langue anglaise, à un prix fort raisonnable. Ceux qui voudront bien lui envoyer leurs enfants peuvent s'assurer qu'ils seront instruits avec soin. Comme toutes les affaires publiques de cette Province se font à présent et se feront à l'avenir EN LANGUE ANGLAISE, il espère que les citoyens ne négligeront pas cette occasion de faire instruire leurs enfants dans une langue vivante, dont LA CONNAISSANCE NE PEUT MANQUER DE LEUR ÊTRE UTILE DANS LA SUITE DE LEURS JOURS.

Il enseignera aussi l'arithmétique dans toutes ses différentes parties, ainsi que l'art de tenir les livres, suivant la méthode du sieur Mair, la géométrie, mesurage et arpentage, etc. N.B. Il loge chez monsieur Gray et on pourra le trouver à son école.



(Gal. Nat. du Canada)

Chardin (1737)

"Il faut laisser châteaux de cartes, raquette et volant : c'est le temps d'aller s'instruire" semble dire cette humble femme à son petit bout d'homme, avec tendresse et conviction.

ÉCOLE DE LANGUES

Le sieur Gilles Joseph de Croix, qui a actuellement ouvert son école pour y enseigner les langues française, italienne, espagnole et hollandaise, et un cours complet des humanités latines, a l'honneur d'assurer généralement tous ceux qui ont eu la bonté de contribuer à son établissement, de ses sentiments de la plus vive reconnaissance.

Il a loué une maison fort commode à la Passe-Ville, où il prend des écoliers pour leur enseigner les langues savantes (ou Belles-Lettres), ainsi que l'écriture et l'arithmétique. Il rendra ses soins aux messieurs et aux dames à leurs maisons, et à des prix fort raisonnables. Il prendra des jeunes gens en pension et il les instruira à dix-huit livres d'argent cours d'Halifax par an.

Chapeaux dernière mode

MARCHANDISE
nouvellement arrivée
de Londres

chez HENRI BOONE
Basse-Ville de Québec

- thé vert
- vins français en bouteilles
- chapeaux de castor
- retappés à la mode et avec goût
- de la grosse bière en barriques
- du porter en barriques
- de l'acier d'Allemagne
- des moules.

RÉUNION
DES
F. M. M.



Les membres de la Loge des Marchands, no 1, se proposent de dîner ensemble chez le frère Prenties, le jour de la fête de Saint-Jean. Les Frères qui souhaiteraient se joindre à eux pour ce jour obtiendront des billets, en s'adressant à M. Aitkin, Basse-Ville de Québec.

JEAN LE ROI a ouvert son café à la Basse-Ville, dans la maison où il a demeuré ci-devant. Il recevra tous les Messieurs qui lui feront la grâce de lui donner leur pratique et ils pourront être assurés qu'il les traitera bien et aussi bon marché que tout autre en cette ville.

NOUVEAU CAFÉ

Tous les Messieurs et Dames qui lui feront l'honneur de fréquenter sa maison de campagne pourront être aussi assurés qu'ils seront bien traités et bien servis.

La pollution des eaux menace nos pêcheries

Québec — Le gouverneur Murray, par suite de plaintes reçues, a décidé de protéger les bancs de pêche. Depuis que les Européens font la pêche sur les bancs et les autres endroits de cette province, on jetait les abattis et les entrailles dans les zones de pêche. Cette pratique a contribué à polluer les eaux et à rendre la pêche moins fructueuse.

Par une ordonnance en date du 1er mai 1765, il est défendu de jeter abattis et entrailles à moins de deux lieues des endroits de pêche, que ce soit à la mer ou dans les baies. Les contrevenants pourront être condamnés à une amende de cinq livres d'argent courant. En cas de non paiement, les autorités judiciaires prélèveront ce montant sur la cargaison de poisson ou de sel. On pourra même saisir les gréments des goélettes. La moitié du produit de l'amende ira à Sa Majesté et l'autre moitié à la personne qui portera plainte.

AVERTISSEMENT

De la Chambre du Conseil, à Québec, le 8 Septembre 1766.

Vu qu'il y a un nombre d'Acadiens arrivés depuis peu de la Nouvelle-Angleterre, avec intention de prendre des terres et de s'établir dans cette Province, le Conseil de sa Majesté a ordonné d'en donner cet avis aux différents Seigneurs, afin qu'ils puissent s'accommoder avec ces Acadiens pour établir les terres non concédées de leurs Seigneuries.

N.B.—Est ordonné de leur distribuer des provisions pour un mois, hors des Magasins du Roi, pour les soutenir jusqu'à ce qu'ils puissent se pourvoir comme il est dit ci-dessus.

Par Ordre du Conseil,

J. POTTS, D.C.C.

LE QUÉBEC A EU SON COUREUR DE MARATHON

La gravité des événements des dernières années nous a empêchés de publier le récit d'un exploit remarquable. En 1760, le général Amherst, étant à Montréal, il voulut faire parvenir d'urgence un message au général Murray cantonné à Québec. Il fit appel à deux volontaires, qui, chaussés de patins, parcoururent la distance de 180 milles en dix-huit heures. Le message fut remis à son destinataire, mais un des deux patineurs mourut quelques heures plus tard, épuisé.

PETITES ANNONCES

● EMPLOYEZ LE BEURRE D'IRLANDE

A vendre au magasin d'Anderson & Lees, à la Basse-Ville de Québec: DU BEURRE D'IRLANDE À LA ROSE, de la meilleure qualité, à treize monnaies de cuivre par livre. Argent comptant.

● MARCHANDISES À VENDRE À BAS PRIX.

Isaac Warden doit quitter cette province incessamment. Il doit vendre toute sa marchandise aux prix les plus raisonnables pour de l'argent comptant: d'excellent vin vieux du port en quarts, du vin de Madère en pipes et en quarts, de la liqueur de genièvre en barils, du savon de France et de Castille en caisses, du tabac haché en caisses.

Québec.

● MAISON À LOUER OU À VENDRE

A louer pour 200 piastres de loyer annuel ou à vendre pour 2000 piastres: la maison de Justin Franck, à la Place du Marché à la Basse-Ville de Québec. Toute personne qui cherchera à l'avoir à meilleur marché, sans son consentement, est un larron et un voleur, de quelque autorité qu'elle puisse obtenir assez de pouvoir pour en priver.

Justin FRANCK

● UN ESCLAVE EN FUITE

Un nègre, nommé Brouce, appartenant au Lieutenant-Colonel Christie, s'est sauvé, le 25 septembre, de chez Monsieur Grant, négociant à Montréal. Ce nègre est un homme robuste et bien fait, il a environ 3 pieds 5 pouces de hauteur; il parle anglais et français et il hâle un peu en parlant. Toute personne qui l'arrêtera et qui le remettra audit sieur Grant, ou à David Alves, écuyer, recevra une récompense de deux piastres pour sa peine, et tous frais raisonnables.

● PERDU — RÉCOMPENSE PROMISE

Vendredi le 14 de ce mois, à Batiscan, depuis la maison du nommé Gouin jusqu'à celle de Bellecourt, il a été perdu une cassette, d'environ un pied et demi de long, couverte de papier de loup-marin, dans laquelle il y a de l'argent, des billets et autres papiers de conséquence; des lettres intéressantes pour diverses personnes de Montréal, et dix verges de ruban couleur souffre. Celui ou ceux qui auront trouvé la dite cassette sont priés de la remettre à leur curé, s'ils sont à la campagne; à Québec, à Monsieur Perros demeurant à la basse-ville; aux Trois-Rivières, à Monsieur Tonnacourt; à Montréal, au propriétaire, F. Adhémar, qui donnera une récompense de seize piastres et remboursera les frais de transport.

A Québec, le 21 novembre 1766.